

# Statistiques 2014

Régimes complémentaires de retraite



Ce document présente le portrait des régimes complémentaires de retraite auxquels participent les travailleurs québécois.

**Rédaction et traitement informatique**

Francis Bernier  
François Fortin

**Mise en page**

Nathalie Bilodeau

Février 2017

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de Retraite Québec : [www.retraitequebec.gouv.qc.ca](http://www.retraitequebec.gouv.qc.ca).

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement ou commentaire, ou pour toute suggestion sur le contenu, s'adresser à la :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative  
Retraite Québec  
Case postale 5200  
Québec (Québec) G1K 7S9

Téléphone : 418 657-8732, poste 3661  
[statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca](mailto:statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca)

Dépôt légal – 2017  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
ISBN – 978-2-550-77990-2 (PDF)

© Gouvernement du Québec

## Avant-propos

Retraite Québec vous présente sa publication *Régimes complémentaires de retraite – Statistiques de l'année 2014*. Réalisé par la Direction de la statistique et de l'analyse quantitative de la Direction générale de la planification et de la performance, ce document contient des renseignements statistiques sur les régimes complémentaires de retraite auxquels participent les Québécois. On y trouve également des données financières ainsi que des statistiques sur les participants à ces régimes. La présente édition fournit de l'information sur les régimes qui étaient en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2015, et reflète la participation des travailleurs aux régimes complémentaires de retraite au cours de l'année 2014.

Les renseignements présentés dans cette publication sont en majeure partie recueillis en vertu du Programme de statistique uniforme sur les régimes de pension au Canada, coordonné par Statistique Canada. Retraite Québec recueille les renseignements sur les régimes qui sont sous sa surveillance en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Loi RCR) ou sur ceux qui sont administrés par elle en vertu de lois particulières. Dans le cas des régimes ne relevant pas de Retraite Québec, mais ayant des participants québécois, Statistique Canada lui transmet les renseignements qui proviennent des autres organismes de surveillance. Le présent document traite toutefois principalement des régimes surveillés ou administrés par Retraite Québec; seuls quelques tableaux donnent un portrait de l'ensemble des régimes comptant au moins un participant québécois.

La première des quatre sections donne un aperçu de tous les régimes de retraite auxquels participent les travailleurs du Québec. On y présente le nombre de régimes et de participants en fonction des principales caractéristiques des régimes. La deuxième section est consacrée aux régimes de retraite surveillés par Retraite Québec en vertu de la Loi RCR. Elle décrit leurs caractéristiques, leurs dispositions et les données financières. La troisième section porte sur les régimes de retraite du secteur public administrés par Retraite Québec. Elle présente un portrait de la clientèle de ces régimes ainsi que des données financières. La dernière section, quant à elle, trace l'évolution des régimes complémentaires de retraite depuis 1981.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, Retraite Québec est responsable de l'application de la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (Loi RVER) pour les dispositions qui lui incombent. Elle doit s'assurer que l'administration et le fonctionnement des régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER) sont conformes à la Loi RVER. Au 31 décembre 2014, 10 RVER, regroupaient 897 participants de 355 employeurs différents, pour un actif total de près de 125 000 \$. Pour l'instant, ces régimes ne sont pas inclus dans les statistiques sur les régimes complémentaires de retraite. Ils le seront lorsque leur nombre augmentera et que leurs données seront disponibles.

**Nathalie Madore**

**Directrice**

**Direction de la statistique et de l'analyse quantitative**



## Table des matières

---

TERMINOLOGIE, CLASSIFICATION DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DES PRESTATIONS .....	7
INTRODUCTION .....	14
SECTION 1 LES RÉGIMES COMPTANT AU MOINS UN PARTICIPANT QUÉBÉCOIS .....	15
SECTION 2 LES RÉGIMES DE RETRAITE SURVEILLÉS PAR RETRAITE QUÉBEC EN VERTU DE LA LOI SUR LES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE .....	19
SECTION 3 LES RÉGIMES DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC ADMINISTRÉS PAR RETRAITE QUÉBEC .....	33
SECTION 4 L'ÉVOLUTION DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE .....	38

### Liste des tableaux

Tableau 1 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon l'autorité compétente – 2014 .....	15
Tableau 2 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon le secteur d'activité économique – 2014 .....	16
Tableau 3 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon le type d'employeur – 2014 .....	17
Tableau 4 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon la formation de la rente de retraite – 2014 .....	17
Tableau 5 Régimes et participants au Québec, selon le secteur d'activité économique et l'année de l'entrée en vigueur du régime – 2014 .....	18
Tableau 6 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le nombre total de participants par régime – 2014 .....	20
Tableau 7 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le secteur d'activité économique – 2014 .....	21
Tableau 8 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le type d'employeur – 2014.....	21
Tableau 9 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon la formation de la rente de retraite – 2014.....	22
Tableau 10 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon l'origine des cotisations et la gestion financière – 2014 .....	23
Tableau 11 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le type d'administrateur de régime de retraite – 2014 ....	24
Tableau 12 Régimes contributifs soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les méthodes de coordination et de calcul des cotisations salariales – 2014 .....	24
Tableau 13 Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les méthodes de coordination et de calcul des cotisations patronales – 2014.....	25
Tableau 14 Régimes à prestations déterminées <sup>1</sup> soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon la méthode de rajustement de la rente et le type d'employeur – 2014 .....	25
Tableau 15 Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon la formation de la rente de retraite et la présence d'une rente d'invalidité – 2014.....	26
Tableau 16 Régimes à prestations déterminées soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les garanties en cas de décès après la retraite pour les célibataires et le type d'employeur – 2014 .....	26
Tableau 17 Régimes à prestations déterminées soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les garanties en cas de décès après la retraite pour les participants mariés et le type d'employeur – 2014 .....	27
Tableau 18 Cotisations versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon le secteur d'activité économique, l'origine des cotisations et le type de cotisations – 2014.....	28
Tableau 19 Cotisations versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon le type d'employeur et le type de cotisations – 2014 .....	29
Tableau 20 Cotisations patronales versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon la formation de la rente – 2014 .....	29

Tableau 21	Cotisations salariales versées pour les régimes contributifs soumis à la Loi RCR, selon la formation de la rente – 2014 .....	30
Tableau 22	Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le nombre total de participants par régime – 2014.....	30
Tableau 23	Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le secteur d'activité économique – 2014.....	31
Tableau 24	Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le type d'employeur – 2014.....	31
Tableau 25	Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon la formation de la rente – 2014 .....	32
Tableau 26	Régimes du secteur public, participants actifs, non actifs et bénéficiaires, selon le régime – 2014 .....	35
Tableau 27	Régimes du secteur public, cotisations versées et actif net en valeur marchande, selon le régime – 2014.....	36
Tableau 28	Régimes du secteur public, rente annuelle moyenne et prestations totales versées, selon le régime – 2014 .	37
Tableau 29	Régimes et participants au Québec et hors du Québec, de 1981 à 2014 .....	39
Tableau 30	Régimes et participants au Québec, selon l'autorité compétente, de 1981 à 2014.....	40
Tableau 31	Régimes et participants au Québec, selon le type d'employeur, de 1981 à 2014.....	41
Tableau 32	Taux de participation des travailleurs rémunérés à un régime complémentaire de retraite, selon le sexe, de 1981 à 2014.....	42
Tableau 33	Régimes et participants au Québec, selon la formation de la rente de retraite, de 1981 à 2014.....	43
Tableau 34	Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon le nombre total de participants par régime, de 1981 à 2014.....	45

## **Terminologie, classification des régimes de retraite et des prestations<sup>1</sup>**

---

### **Terminologie**

#### **Actif net en valeur marchande**

Montant calculé d'après les principes comptables généralement reconnus. Par valeur marchande, on entend la juste valeur estimative qui est établie à une date donnée. Il s'agit du prix, exprimé sous forme monétaire, qui serait convenu par des parties bien renseignées n'entretenant pas de liens de dépendance dans un marché ouvert non assujéti à des restrictions.

#### **Acquisition**

Attribution au participant des droits aux prestations d'un régime.

#### **Administrateur d'un régime de retraite**

Expression désignant la partie responsable de la gestion de la caisse de retraite et de l'administration du régime conformément aux conditions de celui-ci et aux lois en vigueur. L'administrateur est habituellement l'employeur, un conseil d'administration ou un comité de retraite.

#### **Autorité compétente**

Autorité chargée de l'application de la loi ou d'une loi équivalente, ou de l'administration de régimes non assujéti à une telle loi.

#### **Bénéficiaire**

Personne, autre que le participant, qui a droit à des prestations d'un régime.

#### **Caisse de retraite**

Fonds qui est alimenté par des cotisations et qui sert à payer aux participants les prestations prévues par un régime de retraite.

#### **Comité de retraite**

Dans le cas d'un régime non garanti, groupe qui est formé de représentants de l'employeur, de salariés ou de tiers et qui, ayant le statut de personne morale, agit à titre d'administrateur.

#### **Conditions d'admission**

Ensemble des conditions à remplir pour devenir participant à un régime de retraite.

#### **Conditions d'attribution**

Ensemble des conditions à remplir pour avoir droit à des prestations d'un régime de retraite.

#### **Coordination**

Établissement de la cotisation ou de la rente d'un régime de retraite en tenant compte d'un régime général, de sorte que la somme des prestations provenant des deux régimes représente le revenu de remplacement prévu.

#### **Coordination par réduction directe**

Méthode de coordination qui consiste à déduire la cotisation ou les prestations prévues par un autre régime ou programme.

#### **Coordination par réduction indirecte**

Méthode de coordination prévoyant, pour la tranche de salaire qui se situe en deçà d'une certaine limite (généralement le plafond d'un régime général), une cotisation ou une rente différente de celles qui sont prévues pour la tranche de salaire supérieure.

---

1. Cette section s'applique aux régimes de retraite soumis à la Loi RCR.

### **Cotisation**

Somme versée par un salarié ou par son employeur au titre d'un régime de retraite.

### **Cotisation d'équilibre**

Cotisation minimale annuelle qui doit être versée durant la période prescrite afin de combler un manque de fonds, compte tenu des engagements d'un régime de retraite.

### **Cotisations facultatives (ou cotisations volontaires)**

Cotisations accessoires que le participant peut choisir de verser sans que l'employeur soit tenu d'en faire autant.

### **Déficit actuariel**

Excédent de la prévision actuarielle sur la valeur actuarielle de l'actif.

### **Droits à retraite**

Ensemble des prestations découlant de la participation à un régime de retraite.

### **Élément de retraite**

Fraction de rente allouée en fonction d'un exercice financier au participant à un régime de retraite à prestations déterminées.

### **Employeur**

Personne physique ou morale ayant à son service un ou plusieurs salariés.

### **Garantie**

Engagement de couvrir un risque, pris par l'État ou par un régime de retraite.

### **Gestionnaire financier**

Personne physique ou morale à qui est confiée la gestion financière de la caisse de retraite.

### **Immobilisation**

Gel, en prévision de la retraite, des sommes relatives à la participation à un régime de retraite.

### **Loi**

La Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

### **Loi équivalente**

Toute loi déclarée équivalente à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite par le gouvernement.

### **Méthode de calcul de la cotisation**

Formule pour déterminer les cotisations prévues par un régime de retraite.

- *Pourcentage du salaire*  
Méthode de calcul de la cotisation selon laquelle les cotisations de l'employé constituent un pourcentage fixe du salaire.
- *Autres méthodes*
  - Cotisations correspondant à un montant fixe qui ne tient pas compte du salaire pour chaque année de service ou par heure travaillée.
  - Cotisations pouvant varier jusqu'à concurrence de 18 % des gains.
  - Formules progressives prévoyant des taux de cotisation ou des montants différents en fonction de l'âge, du service, de la catégorie d'emploi, etc.

### **Méthode de calcul de la rente**

Formule pour déterminer la rente.

### **Méthode de coordination**

Modalités de réduction des cotisations ou de la rente d'un régime complémentaire de retraite pour tenir compte d'un régime général.

### **Participant**

Personne physique qui adhère à un régime de retraite. On distingue les participants actifs, les non actifs et les retraités. Toutefois, dans la présente publication et dans le but d'alléger le texte, le terme *participant* désigne uniquement un participant actif.

### **Participant actif**

Participant qui paie une cotisation ou pour lequel une cotisation est versée.

### **Prestations**

Versements ou fournitures qui ont pour objet l'indemnisation d'un risque social ou qui, d'une façon plus générale, servent à assurer la sécurité économique d'un bénéficiaire.

### **Rajustement**

Rattachement des versements de rente à un indice de référence.

### **Régime complémentaire de retraite**

Régime de retraite dont les prestations s'ajoutent à celles d'un régime général.

### **Régime de retraite**

Régime ayant pour but de fournir des prestations de retraite aux participants.

### **Régime en coordination**

Régime dans lequel la cotisation ou la rente sont déterminées en tenant compte d'une méthode de coordination.

### **Régime général**

Régime établi et géré par l'État, qui vise l'ensemble de la population. Le Régime de rentes du Québec et le Régime de pensions du Canada sont des régimes généraux.

### **Rente**

Somme payable périodiquement en contrepartie de l'aliénation d'un capital constitué par des cotisations.

### **Salarié**

Personne rétribuée par un employeur.

### **Secteur d'activité économique**

Ensemble des activités et des entreprises qui ont un objet commun ou qui entrent dans la même catégorie.

### **Service de l'année en cours**

Période d'activité reconnue, accomplie par un salarié chez un employeur dans l'exercice en cours.

### **Service passé**

Période d'activité reconnue, accomplie par un salarié chez un employeur avant la prise d'effet d'un régime.

### **Société de gestion de retraite**

Corps constitué en vertu d'une loi provinciale ou fédérale pour gérer une caisse de retraite.

### **Type d'employeur**

Pour établir la distinction entre les entités des secteurs public et privé, le facteur déterminant réside dans l'intervention des pouvoirs publics. Ces derniers sont caractérisés par leur pouvoir de taxation, de gestion des deniers publics, et de contrôle et de réglementation des activités.

## Classification des régimes

### A. Selon l'origine des cotisations

#### Régime de retraite contributif

Régime de retraite financé par des cotisations salariales et patronales. Un régime établi en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels et financé exclusivement par les participants est considéré comme un régime de retraite contributif.

#### Régime de retraite non contributif

Régime de retraite financé exclusivement par des cotisations patronales.

### B. Selon le degré de garantie des prestations

#### Régime garanti

Régime dont les prestations sont entièrement garanties par l'État ou par une compagnie d'assurance.

#### Régime non garanti

Régime dont les prestations ne sont pas toutes garanties par l'État ou par une compagnie d'assurance.

### C. Selon la formation de la rente de retraite

#### Régime à cotisation déterminée

Régime dans lequel, la cotisation étant précisée, la rente est établie d'après les fonds à l'actif du participant. Incluant :

- *Régime à participation aux bénéfices*

Régime à cotisation déterminée dans lequel la cotisation patronale, sous réserve d'un minimum, est fonction des bénéfices de l'entreprise.

- *Régime de retraite simplifié*

Régime à cotisation déterminée offert et administré par un établissement financier, auquel adhèrent plusieurs employeurs. Les cotisations versées par l'employeur et les participants, le cas échéant, sont réparties dans deux comptes au nom de chaque participant, l'un étant immobilisé et l'autre, non immobilisé.

#### Régime à prestations déterminées

Régime dans lequel la rente est calculée selon une formule de détermination propre à ce régime.

- *Régime à rente forfaitaire*

Régime à élément de retraite dans lequel la rente est fonction d'un montant fixe pour chacune des années de service. Cette définition inclut également les régimes à rente uniforme, qui sont des régimes à prestations déterminées dans lesquels le montant de la rente est fixe, sans égard aux années de service ou au salaire.

- *Régime pourcentage-salaire*

Régime à élément de retraite dans lequel la rente est fonction d'un pourcentage du salaire ou d'une moyenne des salaires pour chacune des années de service.

- *Régime fin de carrière*

Régime pourcentage-salaire dans lequel le salaire utilisé aux fins du calcul de la rente correspond à la moyenne des derniers salaires pendant un nombre défini d'années.

- *Régime salaire meilleures années*

Régime pourcentage-salaire dans lequel le salaire utilisé aux fins du calcul de la rente correspond à la moyenne des salaires les plus élevés pendant un nombre défini d'années.

- *Régime salaires de carrière*

Régime pourcentage-salaire dans lequel le salaire utilisé aux fins du calcul de la rente correspond au salaire attribué pour chacune des années de service.

- *Régime de retraite par financement salarial (RRFS)*

Le RRFS est un régime à prestations déterminées dans lequel :

- la cotisation de l'employeur est fixée à l'avance;
- le solde des cotisations à verser (y compris les paiements pour déficits, le cas échéant) est à la charge des participants;
- l'excédent d'actif (ou surplus), le cas échéant, est attribué aux participants.

### **Régime à cotisation et prestations déterminées**

Régime de retraite dans lequel sont déterminées à la fois la formule de calcul de la cotisation et la formule de calcul de la rente.

### **Régime mixte (ou combinaison)**

Régime dont la rente comporte des volets à cotisation et à prestations déterminées. Le plus souvent, il s'agit d'une combinaison de cotisations fixées d'avance (pour les cotisations de l'employé) et de prestations déterminées (versées par l'employeur).

## **D. Selon la gestion financière**

### **Gestion confiée à une compagnie d'assurance sur la vie**

Régimes garantis :

- *Contrat individuel de rentes*

Contrat qui est établi au bénéfice d'une personne et qui prévoit le versement d'une rente de retraite ou de garanties accessoires.

- *Contrat collectif de rentes*

Contrat qui est établi au bénéfice d'un groupe de personnes et qui prévoit le versement de rentes de retraite ou de garanties accessoires.

Régimes non garantis :

- *Contrat de gestion de dépôts*

Contrat en vertu duquel une compagnie d'assurance sur la vie gère les dépôts provenant de caisses de retraite qui garantit un rendement minimal et généralement le taux de souscription de rente.

- *Contrat de gestion de caisses*

- Caisse individuelle

Contrat en vertu duquel une compagnie d'assurance sur la vie gère les fonds d'un régime en particulier et en devient titulaire, ces fonds étant affectés à un ou à plusieurs comptes réservés au placement de sommes provenant de la caisse de retraite de ce régime.

- Caisse commune

Contrat en vertu duquel une compagnie d'assurance sur la vie gère les fonds de régimes et en devient titulaire, ces fonds étant affectés à un ou à plusieurs comptes réservés au placement de sommes provenant des différentes caisses de retraite de ces régimes.

- Caisse inconnue

Contrat en vertu duquel une compagnie d'assurance sur la vie gère les fonds d'un régime et en devient titulaire, par un contrat de gestion de caisse soit individuelle, soit commune.

- Plus d'un type de contrats

Contrat en vertu duquel une compagnie d'assurance sur la vie gère les fonds d'un régime, selon plusieurs types de contrats énumérés précédemment.

## **Gestion par acte de fiducie**

- *Gestion confiée à une société de fiducie*

Contrat en vertu duquel une société de fiducie gère les fonds confiés par la caisse de retraite, selon les modalités de gestion établies par ce contrat.

- *Gestion par le comité de retraite*

Gestion confiée à un groupe de personnes qui sont responsables de garder et de placer les fonds d'un régime.

## **Gestion confiée à une société de gestion de retraite**

Contrat en vertu duquel une société de gestion de retraite gère les fonds confiés par la caisse de retraite, selon les modalités de gestion établies par ce contrat.

Une société de gestion de retraite est un organisme à but non lucratif, créé en vertu d'une loi fédérale ou provinciale pour gérer une caisse de retraite.

## **Gestion confiée à l'État**

- *Gestion de caisse selon une loi*

Gestion de la caisse de retraite d'un régime qui est confiée par une loi à un organisme d'État.

- *Gestion de caisse selon un contrat*

Gestion de la caisse de retraite d'un régime qui est confiée par un contrat à un organisme d'État.

- *Fonds consolidé du revenu*

Ensemble de tous les deniers qui sont en dépôt au crédit du receveur général du Canada. En vertu d'une loi, il garantit les prestations d'un régime pour le personnel de l'État.

## **Autres types de gestion**

Gestion de caisse de retraite confiée à plusieurs gestionnaires financiers de catégories différentes.

## **Prestations**

### **A. Rente de retraite**

Rente dont le versement commence lorsque le participant prend sa retraite.

### **B. Garantie invalidité**

Versement d'une rente ou exonération des cotisations en cas d'invalidité.

#### **Rente d'invalidité**

Rente versée au participant atteint d'une invalidité.

#### **Exonération de cotisations**

Clause garantissant au participant atteint d'une invalidité l'attribution de droits à retraite durant la période d'inexigibilité des cotisations.

### **C. Garantie décès**

Somme unique ou rente payable au décès du participant.

#### **Capital-décès**

Somme versée en une seule fois au décès du participant.

#### **Rente de survie**

Rente versée au bénéficiaire après le décès du participant.

- *Rente de conjoint survivant ou d'orphelin*

Rente de survie dont le bénéficiaire est le conjoint ou l'enfant à charge du participant.

## Introduction

---

Un régime complémentaire de retraite est un contrat en vertu duquel les travailleurs et l'employeur (dans certains cas, l'employeur seul) s'engagent à faire périodiquement un versement dans une caisse de retraite. Les sommes ainsi accumulées sont destinées à être versées aux travailleurs sous forme de rente. L'objectif d'un tel régime est de fournir un complément au revenu de base qui est versé à l'âge de la retraite par le Régime de rentes du Québec ou par le Régime de pensions du Canada et par le programme de la Sécurité de la vieillesse, d'où son appellation régime « complémentaire » de retraite. Un régime complémentaire de retraite permet donc aux travailleurs de mettre en réserve une partie du salaire gagné aujourd'hui pour la recevoir sous forme de rente au moment de la retraite.

Retraite Québec tient à jour un fichier informatisé des régimes complémentaires de retraite qui sont sous sa surveillance, ainsi que des régimes publics qu'elle administre. Les renseignements recueillis concernent les dispositions des régimes, la participation et les données financières. Ils sont extraits des textes officiels instituant les régimes, des déclarations que les administrateurs de régimes remplissent chaque année et des évaluations actuarielles requises généralement annuellement<sup>2</sup>.

Les provinces ainsi que le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui surveille les régimes de certains secteurs d'activité économique, ont convenu, par une entente avec Statistique Canada, de transmettre à cet organisme une copie de l'information recueillie sur chacun des régimes qu'ils surveillent. Tous les renseignements fournis par chaque province sont donc uniformes et ont le même format. Après avoir traité l'information en provenance de toutes les provinces, Statistique Canada retourne à Retraite Québec, outre les renseignements sur les régimes qu'elle surveille, les données concernant les régimes qui comptent au moins un participant du Québec et qui relèvent d'une autre province ou du BSIF. À compter de l'année 2001 cependant, Statistique Canada a cessé de transmettre les renseignements au sujet des régimes publics régis par une loi fédérale, ce qui rend plus difficile la présentation d'un portrait exhaustif de la situation des régimes complémentaires de retraite auxquels participent les Québécois. Il est à noter que la province d'un participant est déterminée par le lieu de travail et non par le lieu de résidence.

---

2. Les renseignements provenant des évaluations actuarielles ne sont pas diffusés dans la présente publication.

## Section 1 Les régimes comptant au moins un participant québécois

La présente section est consacrée aux régimes de retraite auxquels a participé, au cours de l'année 2014, au moins un travailleur du Québec, quel que soit l'organisme de surveillance du régime. Certains travailleurs québécois peuvent participer à un régime complémentaire de retraite dont la surveillance relève d'une autre province que le Québec ou d'un autre organisme de surveillance que Retraite Québec. La province ou l'organisme de surveillance est déterminé par le nombre de participants de chaque province à un régime ou par la loi qui régit l'entreprise ou crée le régime de retraite. Par exemple, un régime qui compte 60 travailleurs du Québec et 40 travailleurs de l'Ontario est sous la surveillance de Retraite Québec, alors qu'un régime ayant 45 travailleurs de l'Ontario, 30 du Québec et 25 du Nouveau-Brunswick relève de l'Ontario. C'est le nombre le plus important de travailleurs qui détermine l'organisme de surveillance. Par ailleurs, les employés d'organismes relevant d'une loi fédérale (banques, stations de radio et de télévision, transports, etc.) participent à des régimes de retraite sous la surveillance du BSIF en vertu de la Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension, quel que soit le nombre de travailleurs d'une province. D'autres régimes de retraite, tels que les régimes des fonctions publiques fédérale et québécoise, ont été établis par une loi particulière qui en fixe les règles de fonctionnement.

**Tableau 1 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon l'autorité compétente – 2014**

Autorité compétente	Régimes		Participants au Québec		Participants hors du Québec		Tous les participants	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Terre-Neuve	7	0,3	261	0,0	6 422	0,4	6 683	0,2
Nouvelle-Écosse	24	1,0	3 058	0,2	30 978	2,0	34 036	1,1
Nouveau-Brunswick	16	0,7	481	0,0	9 036	0,6	9 517	0,3
Québec <sup>1</sup>	923	38,0	677 029	43,5	32 583	2,1	709 612	22,8
Ontario	1 050	43,2	102 686	6,6	629 925	40,5	732 611	23,5
Manitoba	22	0,9	1 620	0,1	18 283	1,2	19 903	0,6
Saskatchewan	3	0,1	31	0,0	5 760	0,4	5 791	0,2
Alberta	51	2,1	1 649	0,1	61 921	4,0	63 570	2,0
Colombie-Britannique	38	1,6	1 378	0,0	13 972	0,9	15 350	0,5
Fédéral	281	11,6	105 468	6,8	425 097	27,3	530 565	17,0
Lois particulières du Québec <sup>2</sup>	12	0,5	581 721	37,3	–	–	581 721	18,7
Lois particulières du Canada <sup>3</sup>	4	0,2	82 599	5,3	322 030	20,7	404 629	13,0
<b>Total</b>	<b>2 431</b>	<b>100,0</b>	<b>1 557 981</b>	<b>100,0</b>	<b>1 556 007</b>	<b>100,0</b>	<b>3 113 988</b>	<b>100,0</b>

1. Comprend dix régimes qui sont sous la surveillance à la fois du Québec et du fédéral, et qui regroupent 12 448 participants, dont 11 048 au Québec.

2. Comprend les régimes des employés de la fonction publique québécoise, des réseaux publics de l'éducation, de la santé et des services sociaux, les régimes des membres de l'Assemblée nationale, de la magistrature et de la Sûreté du Québec ainsi que le régime des élus municipaux et celui des agents de la paix en services correctionnels.

3. Comprend les régimes des membres de la Chambre des communes et du Sénat, des Forces armées canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada et de la fonction publique fédérale.

À la fin de l'année 2014, il y avait 1 557 981 travailleurs du Québec qui participaient à un régime complémentaire de retraite, soit 677 029 (43,5 %) à l'un des 923 régimes qui sont sous la surveillance du Québec, 581 721 (37,3 %) à l'un des douze régimes publics assujettis à des lois particulières du Québec et 299 231 (19,2 %) à un régime qui est sous la surveillance d'une autre province (1 211 régimes) ou du BSIF (281 régimes), ou assujetti à des lois particulières du Canada (quatre régimes).

Donc, en tout, 2 431 régimes comptent des travailleurs du Québec, ces derniers représentant 50,0 % de l'ensemble des 3 113 988 participants à ces régimes. Évidemment, les travailleurs du Québec constituent la grande majorité (95,4 %) des 709 612 participants aux régimes sous la surveillance du Québec. Ils représentent également la totalité des participants aux régimes du secteur public québécois. À l'inverse, ils sont en minorité dans les autres régimes.

**Tableau 2 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon le secteur d'activité économique – 2014**

Secteur d'activité économique	Participants au Québec					Participants hors du Québec	Tous les participants	
	Nombre	Régimes %	Participants Nombre	Participantés Nombre	Participants et participantés Nombre		Nombre	%
Secteur primaire	47	1,9	8 459	1 353	9 812	21 461	31 273	1,0
Construction	55	2,3	162 695	3 047	165 742	31 949	197 691	6,3
Transport, entreposage et services publics	210	8,6	55 041	23 215	78 256	155 496	233 752	7,5
Fabrication	736	30,3	94 615	28 876	123 491	221 109	344 600	11,1
Commerce	484	19,9	47 832	34 591	82 423	302 003	384 426	12,3
Finances, assurances, immobilier	202	8,3	33 794	69 455	103 249	298 444	401 693	12,9
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	397	16,3	47 854	37 423	85 277	174 095	259 372	8,3
Enseignement, services sociaux	71	2,9	134 999	445 474	580 473	26 096	606 569	19,5
Administration publique	218	9,0	130 545	126 215	256 760	325 354	582 114	18,7
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	11	0,5	44 022	28 476	72 498	–	72 498	2,3
<b>Total</b>	<b>2 431</b>	<b>100,0</b>	<b>759 856</b>	<b>798 125</b>	<b>1 557 981</b>	<b>1 556 007</b>	<b>3 113 988</b>	<b>100,0</b>

1. Les régimes de retraite simplifiés sont offerts à des entreprises de différents secteurs et sont administrés par des établissements financiers autorisés. En 2014, il y a 2 154 employeurs qui participent aux onze régimes de retraite simplifiés.

Pour cette publication, les secteurs d'activité économique sont répartis selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de 2002 (SCIAN 2002).

C'est dans le secteur de la fabrication qu'on dénombre le plus de régimes de retraite où 30,3 % des régimes comptent au moins un travailleur du Québec. Par contre, les secteurs de l'enseignement et des services sociaux suivi de l'administration publique regroupent le plus grand nombre de participants et participantés, soit 19,5 % et 18,7 % respectivement. La proportion grimpe même à 37,3 % pour les participants québécois dans le secteur de l'enseignement et des services sociaux.

**Tableau 3 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon le type d'employeur – 2014**

Type d'employeur	Régimes		Participants au Québec			Participants hors du Québec	Tous les participants		
	Nombre	%	Participants	Participant	Participant	Participants et participant	Nombre	Nombre	%
<b>Organismes publics</b>									
Municipalités et organismes paramunicipaux	213	8,8	51 021	27 208	78 229	527	78 756	2,5	
Organismes du gouvernement fédéral	16	0,7	50 917	49 343	100 260	376 524	476 784	15,3	
Organismes des gouvernements provinciaux <sup>1</sup>	43	1,8	197 875	510 164	708 039	7 447	715 486	23,0	
Autres organismes gouvernementaux	20	0,8	3 065	3 784	6 849	1 536	8 385	0,3	
<b>Total partiel</b>	<b>292</b>	<b>12,0</b>	<b>302 878</b>	<b>590 499</b>	<b>893 377</b>	<b>386 034</b>	<b>1 279 411</b>	<b>41,1</b>	
<b>Organismes privés</b>									
Compagnies ou sociétés	1 957	80,5	441 160	193 040	634 200	1 130 536	1 764 736	56,7	
Coopératives	18	0,7	3 155	1 838	4 993	1 141	6 134	0,2	
Autres	164	6,7	12 663	12 748	25 411	38 296	63 707	2,0	
<b>Total partiel</b>	<b>2 139</b>	<b>88,0</b>	<b>456 978</b>	<b>207 626</b>	<b>664 604</b>	<b>1 169 973</b>	<b>1 834 577</b>	<b>58,9</b>	
<b>Total</b>	<b>2 431</b>	<b>100,0</b>	<b>759 856</b>	<b>798 125</b>	<b>1 557 981</b>	<b>1 556 007</b>	<b>3 113 988</b>	<b>100,0</b>	

1. Comprend les régimes de l'État, des universités et des sociétés d'État.

Bien que 88,0 % des régimes comptant au moins un participant québécois fassent partie du secteur privé, ce secteur ne regroupe que 664 604 participants du Québec (42,7 %). La plupart des régimes de très grande taille appartiennent au secteur public.

**Tableau 4 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, selon la formation de la rente de retraite – 2014**

Formation de la rente de retraite	Régimes		Participants au Québec			Participants hors du Québec	Tous les participants		
	Nombre	%	Participants	Participant	Participant	Participants et participant	Nombre	Nombre	%
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	<b>1 072</b>	<b>44,1</b>	<b>122 527</b>	<b>74 840</b>	<b>197 367</b>	<b>292 809</b>	<b>490 176</b>	<b>15,7</b>	
<b>Régimes à prestations déterminées</b>									
Régimes à rente forfaitaire	72	3,0	16 546	2 915	19 461	35 592	55 053	1,8	
Régimes pourcentage-salaire	829	34,1	351 468	635 007	986 475	681 087	1 667 562	53,6	
<b>Total partiel</b>	<b>901</b>	<b>37,1</b>	<b>368 014</b>	<b>637 922</b>	<b>1 005 936</b>	<b>716 679</b>	<b>1 722 615</b>	<b>55,3</b>	
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>93</b>	<b>3,8</b>	<b>219 016</b>	<b>50 176</b>	<b>269 192</b>	<b>158 139</b>	<b>427 331</b>	<b>13,7</b>	
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>365</b>	<b>15,0</b>	<b>50 299</b>	<b>35 187</b>	<b>85 486</b>	<b>388 380</b>	<b>473 866</b>	<b>15,2</b>	
<b>Total</b>	<b>2 431</b>	<b>100,0</b>	<b>759 856</b>	<b>798 125</b>	<b>1 557 981</b>	<b>1 556 007</b>	<b>3 113 988</b>	<b>100,0</b>	

1. Comprend les régimes à participation aux bénéficiaires.

Les régimes à prestations déterminées représentent 37,1 % de l'ensemble des régimes, mais regroupent 55,3 % des participants. Les régimes à cotisation déterminée, qui correspondent à 44,1 % des régimes, ne rassemblent que 15,7 % des participants. Les autres participants adhèrent à des régimes à cotisation et prestations déterminées (13,7 %) ou encore à des régimes mixtes ou de formes complexes (15,2 %).

**Tableau 5 Régimes et participants au Québec, selon le secteur d'activité économique et l'année de l'entrée en vigueur du régime – 2014**

Secteur d'activité économique	Année de l'entrée en vigueur du régime					
	Avant 1970		De 1970 à 1979		De 1980 à 1989	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
Secteur primaire	13	4 715	7	1 673	7	623
Construction	11	853	15	163 907	7	145
Transport, entreposage et services publics	42	34 575	35	10 808	36	5 684
Fabrication	219	55 368	102	15 909	149	21 956
Commerce	115	16 165	79	39 777	84	11 865
Finances, assurances, immobilier	76	46 296	22	40 301	29	6 960
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	104	33 896	68	11 875	71	11 150
Enseignement, services sociaux	25	32 362	8	456 759	14	9 717
Administration publique	60	116 475	52	100 837	31	14 146
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>665</b>	<b>340 705</b>	<b>388</b>	<b>841 846</b>	<b>428</b>	<b>82 246</b>

**Tableau 5 (suite) Régimes et participants au Québec, selon le secteur d'activité économique et l'année de l'entrée en vigueur du régime – 2014**

Secteur d'activité économique	Année de l'entrée en vigueur du régime				Total	
	De 1990 à 1999		De 2000 à 2014		Régimes	Participants
	Régimes	Participants	Régimes	Participants		
Secteur primaire	8	568	12	2 233	<b>47</b>	<b>9 812</b>
Construction	9	494	13	343	<b>55</b>	<b>165 742</b>
Transport, entreposage et services publics	36	11 938	61	15 251	<b>210</b>	<b>78 256</b>
Fabrication	115	11 494	151	18 764	<b>736</b>	<b>123 491</b>
Commerce	81	6 980	125	7 636	<b>484</b>	<b>82 423</b>
Finances, assurances, immobilier	26	2 718	49	6 974	<b>202</b>	<b>103 249</b>
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	57	6 793	97	21 563	<b>397</b>	<b>85 277</b>
Enseignement, services sociaux	18	25 109	6	56 526	<b>71</b>	<b>580 473</b>
Administration publique	35	13 765	40	11 537	<b>218</b>	<b>256 760</b>
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	10	68 764	1	3 734	<b>11</b>	<b>72 498</b>
<b>Total</b>	<b>395</b>	<b>148 623</b>	<b>555</b>	<b>144 561</b>	<b>2 431</b>	<b>1 557 981</b>

1. Les régimes de retraite simplifiés sont offerts depuis 1994 à des entreprises de différents secteurs et sont administrés par des établissements financiers autorisés. En 2014, il y a 2 154 employeurs qui participent aux onze régimes de retraite simplifiés.

Un peu moins des deux tiers des régimes actifs en 2014 sont entrés en vigueur avant 1990. Ces régimes, qui ont plus de 20 ans d'existence, regroupent 81,2 % des participants du Québec. Plus particulièrement, les régimes créés durant les années 70, notamment le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), rassemblent plus de la moitié des participants. Depuis 2000, il s'est créé 555 régimes, qui comptent 144 561 participants du Québec.

## Section 2 Les régimes de retraite surveillés par Retraite Québec en vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite

---

Comme il a été indiqué précédemment, les travailleurs du Québec peuvent participer à des régimes qui relèvent d'une province autre que le Québec ou d'une loi autre que la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (Loi RCR). Parmi les 2 431 régimes comptant un participant québécois, 923 sont assujettis à la Loi RCR sous la surveillance de Retraite Québec. À ce titre, nous nous assurons que l'administration et le fonctionnement de ces régimes sont conformes à la Loi RCR. Ces régimes regroupent un total de 709 612 participants, dont 32 583 hors du Québec.

Cette section se concentre sur ces 923 régimes. Leurs caractéristiques générales et leurs dispositions sont étudiées, tout comme les cotisations et l'actif net de ces régimes.

### Caractéristiques générales

Les caractéristiques générales des régimes sont présentées dans les tableaux suivants. Certains de ces tableaux sont les mêmes que ceux de la section précédente, excepté qu'ils ne présentent que les données pour les régimes soumis à notre Loi RCR. D'autres caractéristiques sont également étudiées, telles que le nombre total de participants par régime, l'origine des cotisations, la gestion financière et le type d'administrateur du régime.

### Dispositions

Un régime de retraite comporte plusieurs dispositions. Elles définissent les conditions d'admission et d'attribution auxquelles le cotisant doit satisfaire.

Les conditions d'admission sont fixées pour éviter que soient automatiquement admis de nouveaux employés qui pourraient quitter leur emploi après quelques mois. Elles ne peuvent cependant être plus contraignantes que les conditions fixées par la loi.

Les employeurs ont la possibilité de créer plusieurs régimes avec des dispositions particulières dans leur entreprise. Ainsi, chacune des catégories d'employés peut avoir son régime, et l'adhésion à chacun des régimes est réservée à une catégorie précise d'employés.

L'acquisition d'une rente dépend des cotisations versées au régime. Les cotisations à un régime de retraite peuvent être coordonnées avec celles du Régime de rentes du Québec (ou, pour les régimes ne relevant pas du Québec, avec celles du Régime de pensions du Canada). Cette coordination vise à réduire le montant de la cotisation versée par un employé ou un employeur en évitant que des cotisations soient payées deux fois sur la même tranche de salaire, une fois au régime de retraite et une fois au régime général.

En ce sens, la coordination vise à prélever la cotisation qui générera une rente pour compléter celle du Régime de rentes du Québec. Selon le même principe, les prestations de retraite peuvent être coordonnées avec celles du Régime de rentes du Québec. Des régimes peuvent être coordonnés à la fois sur le plan des cotisations et sur celui des prestations.

Deux formes de coordination par le salaire sont retenues dans les présentes données. La première est la coordination par réduction directe, qui tient compte du montant de la cotisation au Régime de rentes du Québec dans l'établissement de la cotisation. La seconde est la coordination indirecte, qui fixe un taux de cotisation différent selon les tranches de salaire ou qui ne tient pas compte d'une certaine tranche de salaire pour établir la cotisation. Ainsi, un régime peut déterminer qu'un employé paiera un taux réduit de cotisation ou ne paiera aucune cotisation pour ses gains qui sont inférieurs au maximum des gains admissibles du Régime de rentes du Québec.

Le rajustement de la rente est une autre disposition étudiée dans cette section. Il s'agit d'une indexation du montant de rente visant à maintenir le pouvoir d'achat rattaché aux rentes en paiement. Les rajustements considérés dans cette publication doivent être automatiques et prévus dans les dispositions du régime; sinon, le régime est considéré comme n'offrant aucun rajustement.

Les dernières dispositions traitées dans cette section concernent les garanties en cas de décès après la retraite pour les célibataires et pour les participants mariés ainsi que la présence d'une rente d'invalidité.

## Cotisations

Les cotisations accumulées dans un régime de retraite peuvent provenir de deux sources : les employeurs et les participants.

Les employeurs sont tenus de verser les cotisations patronales obligatoires pour couvrir le coût des prestations acquises par les participants au cours de l'année visée. Dans le cas des régimes à prestations déterminées, ils doivent également verser les cotisations d'équilibre pour amortir les déficits révélés par les évaluations actuarielles, s'il y a lieu.

Les participants doivent verser des cotisations salariales si le régime est de type contributif. Autrement, ils n'ont aucune obligation. Si le régime le permet, ils peuvent également verser des cotisations facultatives en plus de leurs cotisations salariales obligatoires. Toutefois, l'employeur n'est alors pas tenu de verser des cotisations en contrepartie.

Les cotisations déclarées par chaque administrateur de régime (tant les cotisations patronales que salariales) ne sont pas ventilées en fonction des participants par province : les données sur les cotisations des Québécois ne sont donc pas directement disponibles et doivent être estimées. Ainsi, les cotisations des Québécois sont établies en fonction de la proportion de travailleurs québécois que compte chaque régime.

## Actif des régimes non garantis

### Régimes non garantis

Cette section traite également de l'actif total des régimes non garantis, qui accumulent de l'argent dans une caisse et qui sont soumis à la Loi RCR. Les régimes garantis sont les régimes dont les remboursements et prestations sont entièrement garantis par une compagnie, car l'argent de ces régimes devient la propriété de la compagnie d'assurance qui, en retour, garantit les prestations de ces régimes. Si une partie seulement des prestations d'un régime est entièrement garantie par une compagnie d'assurance, le régime est classé dans les régimes non garantis, mais seule la partie de son actif relative à la portion non garantie sera comptabilisée. Tous les régimes actifs soumis à la Loi RCR qui ne sont pas exclus par les critères ci-dessus font donc partie des régimes non garantis.

Les renseignements sur l'actif appartenant aux travailleurs du Québec ne sont pas disponibles. Il faut donc l'estimer. Ainsi, le montant de l'actif des travailleurs québécois est réparti proportionnellement en fonction du nombre de participants du Québec à chaque régime.

**Tableau 6 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le nombre total de participants par régime – 2014**

Nombre total de participants par régime	Participants au Québec											
	Régimes		Participants		Participants et participantes				Participants hors du Québec		Tous les participants	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
De 1 à 4	95	10,3	128	0,0	51	0,0	179	0,0	2	0,0	181	0,0
De 5 à 9	50	5,4	220	0,0	108	0,0	328	0,0	13	0,0	341	0,0
De 10 à 29	116	12,6	1 375	0,3	720	0,3	2 095	0,3	61	0,2	2 156	0,3
De 30 à 49	75	8,1	1 758	0,4	868	0,4	2 626	0,4	291	0,9	2 917	0,4
De 50 à 99	128	13,9	6 281	1,4	2 732	1,2	9 013	1,3	513	1,6	9 526	1,3
De 100 à 199	142	15,4	12 639	2,9	6 415	2,7	19 054	2,8	1 070	3,3	20 124	2,8
De 200 à 499	140	15,2	25 825	5,9	12 550	5,3	38 375	5,7	3 999	12,3	42 374	6,0
De 500 à 999	70	7,6	30 822	7,0	17 473	7,4	48 295	7,1	3 481	10,7	51 776	7,3
De 1 000 à 4 999	87	9,4	98 797	22,4	55 052	23,4	153 849	22,7	18 852	57,9	172 701	24,3
De 5 000 à 9 999	13	1,4	50 012	11,3	35 601	15,1	85 613	12,6	2 999	9,2	88 612	12,5
10 000 ou plus	7	0,8	213 568	48,4	104 034	44,2	317 602	46,9	1 302	4,0	318 904	44,9
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>100,0</b>	<b>441 425</b>	<b>100,0</b>	<b>235 604</b>	<b>100,0</b>	<b>677 029</b>	<b>100,0</b>	<b>32 583</b>	<b>100,0</b>	<b>709 612</b>	<b>100,0</b>

Bien que les régimes de moins de 50 participants constituent plus du tiers (36,4 %) des régimes soumis à la Loi RCR, ils ne comptent que 0,8 % des participants. À l'opposé, seulement 11,6 % des régimes ont 1 000 participants ou plus, mais ils regroupent 81,8 % de l'ensemble des participants.

**Tableau 7 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le secteur d'activité économique – 2014**

Secteur d'activité économique	Participants au Québec					Participants hors du Québec	Tous les participants		
	Régimes		Participants	Participant	Participants et participant		Nombre	Nombre	%
	Nombre	%							
Secteur primaire	15	1,6	5 969	712	6 681	979	7 660	1,1	
Construction	14	1,5	161 437	2 914	164 351	2	164 353	23,2	
Transport, entreposage et services publics	38	4,1	27 800	10 316	38 116	12	38 128	5,4	
Fabrication	328	35,5	79 271	22 929	102 200	18 723	120 923	17,0	
Commerce	91	9,9	15 469	9 327	24 796	5 787	30 583	4,3	
Finances, assurances, immobilier	52	5,6	18 145	40 133	58 278	4 476	62 754	8,8	
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	156	16,9	22 564	19 027	41 591	2 580	44 171	6,2	
Enseignement, services sociaux	27	2,9	26 528	76 366	102 894	24	102 918	14,5	
Administration publique	191	20,7	40 220	25 404	65 624	–	65 624	9,2	
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	11	1,2	44 022	28 476	72 498	–	72 498	10,2	
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>100,0</b>	<b>441 425</b>	<b>235 604</b>	<b>677 029</b>	<b>32 583</b>	<b>709 612</b>	<b>100,0</b>	

1. Les régimes de retraite simplifiés sont offerts à des entreprises de différents secteurs et sont administrés par des établissements financiers autorisés. En 2014, il y a 2 154 employeurs qui participent aux onze régimes de retraite simplifiés.

C'est dans le secteur de la fabrication qu'on dénombre le plus de régimes de retraite avec 35,5 % des régimes surveillés en vertu de la Loi RCR. Ce secteur regroupe 102 200 participants au Québec, soit 15,1 % du nombre total de participants québécois dans les régimes soumis à la Loi RCR. Le secteur de la construction, bien qu'il ne représente que 1,5 % des régimes, compte 164 351 participants au Québec, ce qui correspond à 24,3 % du nombre total de participants québécois.

**Tableau 8 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le type d'employeur – 2014**

Type d'employeur	Participants au Québec					Participants hors du Québec	Tous les participants		
	Régimes		Participants	Participant	Participants et participant		Nombre	Nombre	%
	Nombre	%							
<b>Organismes publics</b>									
Municipalités et organismes paramunicipaux	206	22,3	49 046	26 445	75 491	–	75 491	10,6	
Organismes du gouvernement fédéral	1	0,1	4	10	14	–	14	0,0	
Organismes du gouvernement provincial <sup>1</sup>	29	3,1	43 817	84 364	128 181	–	128 181	18,1	
Autres organismes gouvernementaux	1	0,1	933	1 995	2 928	–	2 928	0,4	
<b>Total partiel</b>	<b>237</b>	<b>25,7</b>	<b>93 800</b>	<b>112 814</b>	<b>206 614</b>	<b>–</b>	<b>206 614</b>	<b>29,1</b>	
<b>Organismes privés</b>									
Compagnies ou sociétés	601	65,1	333 192	109 392	442 584	30 610	473 194	66,7	
Coopératives	13	1,4	3 073	1 824	4 897	396	5 293	0,7	
Autres	72	7,8	11 360	11 574	22 934	1 577	24 511	3,5	
<b>Total partiel</b>	<b>686</b>	<b>74,3</b>	<b>347 625</b>	<b>122 790</b>	<b>470 415</b>	<b>32 583</b>	<b>502 998</b>	<b>70,9</b>	
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>100,0</b>	<b>441 425</b>	<b>235 604</b>	<b>677 029</b>	<b>32 583</b>	<b>709 612</b>	<b>100,0</b>	

1. Comprend les régimes de l'État, des universités et des sociétés d'État.

**Tableau 9 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon la formation de la rente de retraite – 2014**

Formation de la rente de retraite	Participants au Québec					Participants hors du Québec	Tous les participants	
	Régimes		Participants	Participant	Participant			
	Nombre	%	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	%
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	<b>326</b>	<b>35,3</b>	95 299	59 765	155 064	17 701	<b>172 765</b>	<b>24,3</b>
<b>Régimes à prestations déterminées</b>								
Régimes à rente forfaitaire	43	4,7	12 255	1 878	14 133	220	<b>14 353</b>	<b>2,0</b>
Régimes pourcentage-salaire								
Salaires de carrière	133	14,4	25 550	12 306	37 856	1 489	<b>39 345</b>	<b>5,5</b>
Fin de carrière	22	2,4	6 715	56 477	63 192	146	<b>63 338</b>	<b>8,9</b>
Salaire meilleures années	308	33,4	99 166	81 379	180 545	8 777	<b>189 322</b>	<b>26,7</b>
<b>Total partiel</b>	<b>506</b>	<b>54,8</b>	143 686	152 040	295 726	10 632	<b>306 358</b>	<b>43,2</b>
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>57</b>	<b>6,2</b>	187 358	17 896	205 254	1 331	<b>206 585</b>	<b>29,1</b>
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>34</b>	<b>3,7</b>	15 082	5 903	20 985	2 919	<b>23 904</b>	<b>3,4</b>
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>100,0</b>	441 425	235 604	677 029	32 583	<b>709 612</b>	<b>100,0</b>

1. Comprend les régimes à participation aux bénéfices.

Les régimes à cotisation déterminée représentent 35,3 % des régimes qui sont sous la surveillance du Québec, mais ils ne regroupent que 24,3 % des participants. Le nombre moyen de participants à des régimes à cotisation déterminée est de 530, alors que les régimes à prestations déterminées comptent en moyenne 605 participants. Il est important de mentionner que, depuis 2005, le nombre moyen de participants à des régimes à cotisation déterminée augmente plus rapidement que par les années antérieures. Une partie de cette hausse peut être attribuable aux régimes de retraite simplifiés (RRS), dont le nombre moyen de participants a considérablement augmenté ces dernières années. D'ailleurs, si on exclut les RRS, le nombre moyen de participants à des régimes à cotisation déterminée diminue à 318.

**Tableau 10 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon l'origine des cotisations et la gestion financière – 2014**

Gestion financière	Régimes	Participants au Québec	Participants hors du Québec	Tous les participants
<b>Régimes contributifs</b>				
Compagnie d'assurance				
Régimes garantis	1	32	–	32
Régimes non garantis	313	124 891	10 606	135 497
<b>Total partiel</b>	<b>314</b>	<b>124 923</b>	<b>10 606</b>	<b>135 529</b>
Acte de fiducie	378	319 080	11 704	330 784
Société de caisse de retraite	2	168 677	–	168 677
Autres types de gestion <sup>1</sup>	49	29 374	5 409	34 783
<b>Total</b>	<b>743</b>	<b>642 054</b>	<b>27 719</b>	<b>669 773</b>
<b>Régimes non contributifs</b>				
Compagnie d'assurance				
Régimes garantis	–	–	–	–
Régimes non garantis	67	5 423	232	5 655
<b>Total partiel</b>	<b>67</b>	<b>5 423</b>	<b>232</b>	<b>5 655</b>
Acte de fiducie	99	24 557	3 454	28 011
Société de caisse de retraite	–	–	–	–
Autres types de gestion <sup>1</sup>	14	4 995	1 178	6 173
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>34 975</b>	<b>4 864</b>	<b>39 839</b>
<b>Tous les régimes</b>				
Compagnie d'assurance				
Régimes garantis	1	32	–	32
Régimes non garantis	380	130 314	10 838	141 152
<b>Total partiel</b>	<b>381</b>	<b>130 346</b>	<b>10 838</b>	<b>141 184</b>
Acte de fiducie	477	343 637	15 158	358 795
Société de caisse de retraite	2	168 677	–	168 677
Autres types de gestion <sup>1</sup>	63	34 369	6 587	40 956
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>677 029</b>	<b>32 583</b>	<b>709 612</b>

1. Comprend les régimes dont la gestion est confiée à plus d'un type de gestionnaire financier ou à une société de gestion de retraite.

L'origine des cotisations indique si le régime est contributif ou non. En 2014, plus des trois quarts des régimes sous la surveillance du Québec étaient contributifs, et 94,4 % des participants en faisaient partie. En 2014, seulement un régime était un régime garanti. Ce faible nombre s'explique par un changement apporté à la Loi RCR en 1990, qui a modifié certaines dispositions concernant les régimes garantis, de sorte qu'aucun régime garanti n'a été créé depuis. En fait, les assureurs n'offrent plus ce produit à cause du droit au transfert qu'ils doivent offrir depuis 1990 lors d'une cessation de participation. Ils n'ont donc conservé que les régimes existants en 1990.

**Tableau 11 Régimes soumis à la Loi RCR et participants, selon le type d'administrateur de régime de retraite – 2014**

Type d'administrateur de régime de retraite	Régimes	Participants au Québec	Participants hors du Québec	Tous les participants
Comité de retraite	768	432 711	32 108	464 819
Employeur	142	4 076	475	4 551
Autres	13	240 242	–	240 242
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>677 029</b>	<b>32 583</b>	<b>709 612</b>

La majorité des régimes, soit 83,2 %, ont un comité de retraite qui agit en tant qu'administrateur. La Loi sur les régimes complémentaires de retraite prévoit en effet que tous les régimes de plus de 25 participants doivent être administrés par un comité composé d'au moins trois membres, soit deux participants désignés et un membre qui ne participe pas au régime. Les régimes de 25 participants ou moins peuvent être administrés, au choix, par l'employeur ou par un comité de retraite. Pour les régimes de retraite simplifiés, il n'est pas obligatoire de mettre sur pied un comité de retraite. Ces régimes sont classés dans la catégorie « Autres ».

**Tableau 12 Régimes contributifs soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les méthodes de coordination et de calcul des cotisations salariales – 2014**

Méthode de calcul des cotisations salariales	Méthodes de coordination des cotisations salariales									
	Cotisations salariales non coordonnées		Coordination directe		Coordination indirecte <sup>1</sup>		Total partiel		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
Pourcentage du salaire										
Moins de 3,0 %	40	15 895	–	–	1	304	1	304	41	16 199
De 3,0 à 3,9 %	41	9 359	–	–	8	1 660	8	1 660	49	11 019
De 4,0 à 4,9 %	54	72 839	4	1 095	21	5 779	25	6 874	79	79 713
5,0 %	88	13 093	3	12	43	13 049	46	13 061	134	26 154
Plus de 5,0 %	171	71 469	10	1 966	80	59 117	90	61 083	261	132 552
Autres méthodes <sup>2</sup>	179	376 417	–	–	–	–	–	–	179	376 417
<b>Total</b>	<b>573</b>	<b>559 072</b>	<b>17</b>	<b>3 073</b>	<b>153</b>	<b>79 909</b>	<b>170</b>	<b>82 982</b>	<b>743</b>	<b>642 054</b>

1. Le pourcentage du salaire présenté pour cette catégorie est celui qui s'applique à la tranche supérieure du salaire.

2. Les cotisations varient selon le choix du participant, son âge, le nombre de ses années de service ou de participation, son niveau de salaire ou sa catégorie professionnelle.

Pour les trois quarts des régimes de retraite, les cotisations salariales ne sont pas coordonnées, ce qui représente 87,1 % des participants. Plus de régimes non coordonnés dont la cotisation salariale est établie en pourcentage du salaire ont un faible taux de cotisation. De fait, 20,6 % d'entre eux ont un taux de cotisation inférieur à 4,0 %, comparativement au taux de 5,3 % pour les régimes coordonnés.

**Tableau 13 Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les méthodes de coordination et de calcul des cotisations patronales – 2014**

Méthode de calcul des cotisations patronales	Méthodes de coordination des cotisations patronales									
	Cotisations patronales non coordonnées		Coordination directe		Coordination indirecte <sup>1</sup>		Total partiel		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
Pourcentage du salaire										
Moins de 3,0 %	23	7 631	–	–	–	–	–	–	23	7 631
De 3,0 à 3,9 %	25	4 727	–	–	–	–	–	–	25	4 727
De 4,0 à 4,9 %	26	10 288	–	–	–	–	–	–	26	10 288
5,0 %	60	7 210	–	–	4	710	4	710	64	7 920
Plus de 5,0 %	67	18 976	1	93	7	10 180	8	10 273	75	29 249
Solde du coût de la rente	526	282 425	–	–	–	–	–	–	526	282 425
Autres méthodes <sup>2</sup>	184	334 789	–	–	–	–	–	–	184	334 789
<b>Total</b>	<b>911</b>	<b>666 046</b>	<b>1</b>	<b>93</b>	<b>11</b>	<b>10 890</b>	<b>12</b>	<b>10 983</b>	<b>923</b>	<b>677 029</b>

1. Le pourcentage du salaire présenté pour cette catégorie est celui qui s'applique à la tranche supérieure du salaire.

2. Les cotisations varient selon le choix du participant, son âge, le nombre de ses années de service ou de participation, son niveau de salaire ou sa catégorie professionnelle. Sont également incluses la cotisation fixe, la cotisation horaire et la cotisation maximale de 18 % des gains.

Les cotisations patronales ne sont pas coordonnées pour 98,7 % des régimes soumis à la Loi RCR. Le solde du coût de la rente est la méthode de calcul des cotisations pour plus de la moitié de ces régimes.

**Tableau 14 Régimes à prestations déterminées<sup>1</sup> soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon la méthode de rajustement de la rente et le type d'employeur – 2014**

Méthode de rajustement de la rente <sup>2</sup>	Type d'employeur					
	Organismes publics		Organismes privés		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
Aucun rajustement	87	84 535	302	281 201	389	365 736
Augmentation intégrale selon l'indice des prix à la consommation (IPC)	4	3 762	16	185	20	3 947
Augmentation partielle selon l'IPC						
Augmentation annuelle maximale de :						
moins de 3,0 %	9	23 306	3	37 815	12	61 121
3,0 % à 5,9 %	4	727	21	7 692	25	8 419
<b>Total partiel</b>	<b>13</b>	<b>24 033</b>	<b>24</b>	<b>45 507</b>	<b>37</b>	<b>69 540</b>
Fraction de l'IPC	7	11 100	5	698	12	11 798
IPC diminué d'un pourcentage :						
inférieur à 3,0 %	6	2 848	21	69	27	2 917
de 3,0 % ou plus	10	16 588	3	209	13	16 797
<b>Total partiel</b>	<b>16</b>	<b>19 436</b>	<b>24</b>	<b>278</b>	<b>40</b>	<b>19 714</b>
Autres <sup>3</sup>	21	13 409	13	1 554	34	14 963
<b>Total partiel</b>	<b>57</b>	<b>67 978</b>	<b>66</b>	<b>48 037</b>	<b>123</b>	<b>116 015</b>
Augmentation en pourcentage non basée sur l'IPC	2	536	7	577	9	1 113
Augmentation en fonction des excédents d'intérêt	10	2 463	9	1 706	19	4 169
Autres	19	26 431	18	4 554	37	30 985
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>185 705</b>	<b>418</b>	<b>336 260</b>	<b>597</b>	<b>521 965</b>

1. Ces régimes comprennent les régimes à cotisation et à prestations déterminées, les régimes mixtes et autres.

2. C'est la méthode de rajustement de la rente en cours de paiement qui est analysée.

3. Il s'agit de combinaisons de méthodes d'augmentation partielle selon l'IPC.

Les régimes à prestations déterminées prévoient un rajustement de la rente en cours de paiement dans 34,8 % des cas. Cette mesure s'applique à 29,9 % des participants. Plus de la moitié (54,5 %) des participants à des régimes publics auront un rajustement de leur rente en cours de paiement, alors que c'est le cas pour seulement 16,4 % des participants à des régimes privés.

**Tableau 15 Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon la formation de la rente de retraite et la présence d'une rente d'invalidité – 2014**

Formation de la rente de retraite	Sans rente d'invalidité		Avec rente d'invalidité		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	281	138 530	45	16 534	<b>326</b>	<b>155 064</b>
<b>Régimes à prestations déterminées</b>						
Régimes à rente forfaitaire	24	9 109	19	5 024	<b>43</b>	<b>14 133</b>
Régimes pourcentage-salaire						
Salaires de carrière	115	30 678	18	7 178	<b>133</b>	<b>37 856</b>
Fin de carrière	17	59 587	5	3 605	<b>22</b>	<b>63 192</b>
Salaire meilleures années	262	138 331	46	42 214	<b>308</b>	<b>180 545</b>
<b>Total partiel</b>	<b>418</b>	<b>237 705</b>	<b>88</b>	<b>58 021</b>	<b>506</b>	<b>295 726</b>
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>41</b>	<b>26 459</b>	<b>16</b>	<b>178 795</b>	<b>57</b>	<b>205 254</b>
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>32</b>	<b>19 813</b>	<b>2</b>	<b>1 172</b>	<b>34</b>	<b>20 985</b>
<b>Total</b>	<b>772</b>	<b>422 507</b>	<b>151</b>	<b>254 522</b>	<b>923</b>	<b>677 029</b>

1. Comprend les régimes à participation aux bénéfices.

La majorité (83,6 %) des régimes n'offrent pas de rente d'invalidité. Cela s'explique sans doute en partie par le fait que certaines entreprises peuvent offrir cette protection à leurs employés au moyen d'un programme d'assurance collective.

**Tableau 16 Régimes à prestations déterminées soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les garanties en cas de décès après la retraite pour les célibataires et le type d'employeur – 2014**

Garanties en cas de décès après la retraite pour les célibataires	Type d'employeur				Total	
	Organismes publics		Organismes privés		Régimes	Participants
	Régimes	Participants	Régimes	Participants		
<b>Aucune prestation (La rente cesse au décès.)</b>	9	14 770	66	27 846	<b>75</b>	<b>42 616</b>
<b>Période garantie de la rente</b>						
5 ans	50	21 572	152	214 469	<b>202</b>	<b>236 041</b>
10 ans	95	105 467	113	25 335	<b>208</b>	<b>130 802</b>
15 ans	7	4 629	46	39 979	<b>53</b>	<b>44 608</b>
Autre période	–	–	5	5 328	<b>5</b>	<b>5 328</b>
<b>Total partiel</b>	<b>152</b>	<b>131 668</b>	<b>316</b>	<b>285 111</b>	<b>468</b>	<b>416 779</b>
<b>Capital-décès</b>						
Cotisations salariales moins prestations versées	14	30 101	26	15 987	<b>40</b>	<b>46 088</b>
Cotisations totales moins prestations versées	3	9 142	8	6 536	<b>11</b>	<b>15 678</b>
<b>Autres garanties</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>2</b>	<b>780</b>	<b>3</b>	<b>804</b>
<b>Total</b>	<b>179</b>	<b>185 705</b>	<b>418</b>	<b>336 260</b>	<b>597</b>	<b>521 965</b>

Advenant le décès d'un participant célibataire après le début de la retraite, 78,4 % des régimes verseront à ses héritiers une rente pour une période garantie. Dans les organismes privés, 84,8 % des participants ont droit à une rente pendant une période garantie après leur décès, alors que cette proportion est de 70,9 % dans les organismes publics.

**Tableau 17 Régimes à prestations déterminées soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon les garanties en cas de décès après la retraite pour les participants mariés et le type d'employeur – 2014**

Garanties en cas de décès après la retraite pour les participants mariés	Type d'employeur					
	Organismes publics		Organismes privés		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
<b>Rente de conjoint avec rente initiale non réduite</b>						
60 % de la rente de retraite	21	7 854	36	6 112	57	13 966
Plus de 60 % de la rente de retraite	2	445	14	545	16	990
<b>Total partiel</b>	23	8 299	50	6 657	73	14 956
<b>Rente de conjoint avec rente initiale réduite<sup>1</sup></b>						
Moins de 60 % de la rente de retraite	–	–	1	7	1	7
60 % de la rente de retraite	151	167 112	330	324 370	481	491 482
Plus de 60 % de la rente de retraite	5	10 294	37	5 226	42	15 520
<b>Total partiel</b>	156	177 406	368	329 603	524	507 009
<b>Total</b>	179	185 705	418	336 260	597	521 965

1. Certains régimes réduisent le montant de la rente versée au retraité pour tenir compte de la rente versée au conjoint qui lui survivra.

Le versement d'une rente de conjoint au décès d'un participant marié est obligatoire depuis 1990. Toutefois, pour les régimes qui, lors de leur création, ne prévoyaient pas le versement d'une telle rente, le montant de la rente de retraite du participant peut être réduit afin de verser une rente de retraite à son conjoint qui lui survivra. En 2014, une proportion de 97,1 % des participants avaient pour garantie en cas de décès une rente de conjoint avec rente initiale réduite.

**Tableau 18 Cotisations versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon le secteur d'activité économique, l'origine des cotisations et le type de cotisations – 2014**

Secteur d'activité économique	Régimes Nombre	Cotisations patronales		Cotisations salariales		Total des cotisations	
		Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$
<b>Régimes contributifs</b>							
Secteur primaire	9	8 882	9 706	4 179	4 719	13 061	14 425
Construction	7	599 048	599 051	348 823	348 826	947 871	947 878
Transport, entreposage et services publics	33	396 163	396 299	184 424	184 473	580 587	580 772
Fabrication	237	688 367	807 130	230 739	275 684	919 107	1 082 814
Commerce	61	96 234	110 068	48 947	57 905	145 182	167 972
Finances, assurances, immobilier	45	503 074	535 306	255 510	273 168	758 583	808 474
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	125	216 227	224 491	91 704	96 041	307 931	320 531
Enseignement, services sociaux	26	389 907	389 960	297 839	297 903	687 746	687 863
Administration publique	189	830 708	830 708	296 377	296 377	1 127 085	1 127 085
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	11	147 430	147 430	73 848	73 848	221 278	221 278
<b>Total</b>	<b>743</b>	<b>3 876 040</b>	<b>4 050 148</b>	<b>1 832 389</b>	<b>1 908 944</b>	<b>5 708 430</b>	<b>5 959 092</b>
<b>Régimes non contributifs<sup>2</sup></b>							
Secteur primaire	6	58 422	66 429	4 359	6 451	62 781	72 880
Construction	7	622	622	36	36	659	659
Transport, entreposage et services publics	5	347	347	7	7	354	354
Fabrication	91	256 154	292 717	9 046	11 479	265 200	304 195
Commerce	30	17 041	21 876	639	658	17 680	22 535
Finances, assurances, immobilier	7	2 360	2 360	312	312	2 672	2 672
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	31	16 103	20 399	1 182	1 188	17 285	21 587
Enseignement, services sociaux	1	1 199	1 199	50	50	1 249	1 249
Administration publique	2	383	383	–	–	383	383
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>180</b>	<b>352 631</b>	<b>406 332</b>	<b>15 632</b>	<b>20 181</b>	<b>368 262</b>	<b>426 513</b>
<b>Tous les régimes</b>							
Secteur primaire	15	67 305	76 135	8 538	11 170	75 843	87 305
Construction	14	599 670	599 673	348 859	348 863	948 529	948 536
Transport, entreposage et services publics	38	396 510	396 645	184 431	184 480	580 941	581 126
Fabrication	328	944 521	1 099 847	239 785	287 162	1 184 306	1 387 009
Commerce	91	113 275	131 944	49 586	58 563	162 862	190 507
Finances, assurances, immobilier	52	505 434	537 666	255 822	273 480	761 255	811 146
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	156	232 330	244 890	92 886	97 228	325 216	342 118
Enseignement, services sociaux	27	391 106	391 159	297 889	297 953	688 995	689 112
Administration publique	191	831 091	831 091	296 377	296 377	1 127 467	1 127 467
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	11	147 430	147 430	73 848	73 848	221 278	221 278
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>4 228 671</b>	<b>4 456 480</b>	<b>1 848 021</b>	<b>1 929 125</b>	<b>6 076 692</b>	<b>6 385 605</b>

1. Les régimes de retraite simplifiés sont offerts à des entreprises de différents secteurs et sont administrés par des établissements financiers autorisés. En 2014, il y a 2 154 employeurs qui participent aux 11 régimes de retraite simplifiés.

2. Certains régimes non contributifs déclarent des cotisations salariales, notamment ceux qui acceptent des cotisations volontaires ou qui sont classés comme non contributifs selon une catégorie d'employés, mais qui regroupent d'autres catégories d'employés versant des cotisations.

Les cotisations patronales des 923 régimes surveillés en vertu de la Loi RCR s'élèvent à 4,5 milliards de dollars. Les cotisations salariales se chiffrent quant à elles à 1,9 milliard de dollars.

**Tableau 19 Cotisations versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon le type d'employeur et le type de cotisations – 2014**

Type d'employeur	Régimes Nombre	Cotisations patronales		Cotisations salariales		Total des cotisations	
		Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$
<b>Organismes publics</b>							
Municipalités et organismes paramunicipaux	206	910 326	910 326	337 346	337 346	1 247 672	1 247 672
Organismes du gouvernement fédéral	1	25	25	25	25	50	50
Organismes du gouvernement provincial	29	689 162	689 162	439 789	439 789	1 128 951	1 128 951
Autres organismes gouvernementaux	1	17 981	17 981	9 895	9 895	27 876	27 876
<b>Total partiel</b>	<b>237</b>	<b>1 617 495</b>	<b>1 617 495</b>	<b>787 056</b>	<b>787 056</b>	<b>2 404 551</b>	<b>2 404 551</b>
<b>Organismes privés</b>							
Compagnies ou sociétés	601	2 481 674	2 703 500	1 007 407	1 085 070	3 489 080	3 788 570
Coopératives	13	14 078	15 360	10 667	11 716	24 745	27 076
Autres	72	115 425	120 125	42 892	45 283	158 316	165 408
<b>Total partiel</b>	<b>686</b>	<b>2 611 176</b>	<b>2 838 986</b>	<b>1 060 965</b>	<b>1 142 069</b>	<b>3 672 141</b>	<b>3 981 055</b>
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>4 228 671</b>	<b>4 456 480</b>	<b>1 848 021</b>	<b>1 929 125</b>	<b>6 076 692</b>	<b>6 385 605</b>

**Tableau 20 Cotisations patronales versées pour les régimes soumis à la Loi RCR, selon la formation de la rente – 2014**

Formation de la rente de retraite	Régimes Nombre	Service de l'année en cours		Cotisations d'équilibre		Total des cotisations	
		Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	<b>326</b>	<b>393 997</b>	<b>450 273</b>	<b>65 390</b>	<b>69 577</b>	<b>459 388</b>	<b>519 849</b>
<b>Régimes à prestations déterminées</b>							
Régimes à rente forfaitaire	43	62 911	64 266	101 695	102 104	164 605	166 370
Régimes pourcentage-salaire							
Salaires de carrière	133	190 331	199 335	92 345	97 475	282 676	296 810
Fin de carrière	22	106 212	107 075	45 165	45 680	151 377	152 755
Salaire meilleures années	308	1 289 702	1 352 087	866 378	909 289	2 156 080	2 261 376
<b>Total partiel</b>	<b>506</b>	<b>1 649 156</b>	<b>1 722 762</b>	<b>1 105 583</b>	<b>1 154 549</b>	<b>2 754 739</b>	<b>2 877 311</b>
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>57</b>	<b>491 877</b>	<b>497 756</b>	<b>367 371</b>	<b>369 750</b>	<b>859 248</b>	<b>867 506</b>
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>34</b>	<b>107 773</b>	<b>133 092</b>	<b>47 523</b>	<b>58 721</b>	<b>155 296</b>	<b>191 814</b>
<b>Total</b>	<b>923</b>	<b>2 642 803</b>	<b>2 803 884</b>	<b>1 585 867</b>	<b>1 652 597</b>	<b>4 228 671</b>	<b>4 456 480</b>

1. Comprend les régimes à participation aux bénéficiaires. De plus, certains régimes à cotisation déterminée peuvent comporter des prestations déterminées, soit pour les services passés, soit pour des catégories d'employés différentes, ce qui explique le versement de cotisations d'équilibre.

**Tableau 21 Cotisations salariales versées pour les régimes contributifs soumis à la Loi RCR, selon la formation de la rente – 2014**

Formation de la rente de retraite	Régimes Nombre	Cotisations obligatoires		Cotisations volontaires		Total des cotisations	
		Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$	Participants au Québec k\$	Tous les participants k\$
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	<b>285</b>	239 320	271 875	31 201	33 949	<b>270 521</b>	<b>305 823</b>
<b>Régimes à prestations déterminées</b>							
Régimes à rente forfaitaire	7	7 330	7 330	59	59	<b>7 389</b>	<b>7 389</b>
Régimes pourcentage-salaire							
Salaires de carrière	107	115 351	119 743	3 291	3 461	<b>118 642</b>	<b>123 204</b>
Fin de carrière	18	97 391	97 408	1 278	1 726	<b>98 668</b>	<b>99 134</b>
Salaire meilleures années	248	793 434	819 468	13 501	14 525	<b>806 935</b>	<b>833 993</b>
<b>Total partiel</b>	<b>380</b>	1 013 506	1 043 949	18 129	19 771	<b>1 031 635</b>	<b>1 063 721</b>
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>49</b>	494 077	497 892	1 657	1 670	<b>495 735</b>	<b>499 562</b>
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>29</b>	33 111	38 155	1 388	1 683	<b>34 499</b>	<b>39 838</b>
<b>Total</b>	<b>743</b>	1 780 014	1 851 871	52 375	57 073	<b>1 832 389</b>	<b>1 908 944</b>

1. Comprend les régimes à participation aux bénéfices.

**Tableau 22 Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le nombre total de participants par régime – 2014**

Nombre total de participants par régime	Régimes Nombre	Actif net en valeur marchande					
		Participants au Québec Nombre	Participants hors du Québec Nombre	Tous les participants Nombre	Participants au Québec M\$	Participants hors du Québec M\$	Tous les participants M\$
De 1 à 9	145	507	15	522	345	16	361
De 10 à 49	190	4 689	352	5 041	1 850	238	2 088
De 50 à 199	270	28 067	1 583	29 650	8 497	870	9 367
De 200 à 999	210	86 670	7 480	94 150	21 389	1 626	23 014
De 1 000 à 4 999	87	153 849	18 852	172 701	36 349	3 916	40 265
De 5 000 à 9 999	13	85 613	2 999	88 612	16 879	265	17 143
10 000 ou plus	7	317 602	1 302	318 904	50 971	329	51 300
<b>Total</b>	<b>922</b>	676 997	32 583	<b>709 580</b>	136 281	7 259	<b>143 539</b>

L'actif net des 922 régimes non garantis qui sont sous la surveillance du Québec s'élève à 143,5 milliards de dollars en valeur marchande. La part d'actif attribuable aux participants du Québec constitue 94,9 % de l'actif net.

**Tableau 23 Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le secteur d'activité économique – 2014**

Secteur d'activité économique	Actif net en valeur marchande						
	Régimes Nombre	Participants			Participants		
		Participants au Québec Nombre	Participants hors du Québec Nombre	Tous les participants Nombre	Participants au Québec M\$	Participants hors du Québec M\$	Tous les participants M\$
Secteur primaire	15	6 681	979	7 660	1 872	195	2 067
Construction	14	164 351	2	164 353	17 987	0	17 987
Transport, entreposage et services publics	38	38 116	12	38 128	27 028	3	27 031
Fabrication	328	102 200	18 723	120 923	28 901	5 446	34 347
Commerce	91	24 796	5 787	30 583	2 765	362	3 128
Finances, assurances, immobilier	52	58 278	4 476	62 754	13 435	881	14 316
Services professionnels, administratifs, culturels et autres	156	41 591	2 580	44 171	4 937	371	5 308
Enseignement, services sociaux	27	102 894	24	102 918	16 023	1	16 025
Administration publique	190	65 592	–	65 592	21 212	–	21 212
Régimes de retraite simplifiés <sup>1</sup>	11	72 498	–	72 498	2 120	–	2 120
<b>Total</b>	<b>922</b>	<b>676 997</b>	<b>32 583</b>	<b>709 580</b>	<b>136 281</b>	<b>7 259</b>	<b>143 539</b>

1. Les régimes de retraite simplifiés sont offerts à des entreprises de différents secteurs et sont administrés par des établissements financiers autorisés. En 2014, il y a 2 154 employeurs qui participent aux 11 régimes de retraite simplifiés.

**Tableau 24 Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon le type d'employeur – 2014**

Type d'employeur	Actif net en valeur marchande						
	Régimes Nombre	Participants			Participants		
		Participants au Québec Nombre	Participants hors du Québec Nombre	Tous les participants Nombre	Participants au Québec M\$	Participants hors du Québec M\$	Tous les participants M\$
<b>Organismes publics</b>							
Municipalités et organismes paramunicipaux	205	75 459	–	75 459	25 787	–	25 787
Organismes du gouvernement fédéral	1	14	–	14	1	–	1
Organismes du gouvernement provincial	29	128 181	–	128 181	37 617	–	37 617
Autres organismes gouvernementaux	1	2 928	–	2 928	554	–	554
<b>Total partiel</b>	<b>236</b>	<b>206 582</b>	<b>–</b>	<b>206 582</b>	<b>63 959</b>	<b>–</b>	<b>63 959</b>
<b>Organismes privés</b>							
Compagnies ou sociétés	601	442 584	30 610	473 194	69 929	7 101	77 029
Coopératives	13	4 897	396	5 293	415	36	451
Autres	72	22 934	1 577	24 511	1 978	122	2 100
<b>Total partiel</b>	<b>686</b>	<b>470 415</b>	<b>32 583</b>	<b>502 998</b>	<b>72 322</b>	<b>7 259</b>	<b>79 581</b>
<b>Total</b>	<b>922</b>	<b>676 997</b>	<b>32 583</b>	<b>709 580</b>	<b>136 281</b>	<b>7 259</b>	<b>143 539</b>

**Tableau 25 Régimes non garantis soumis à la Loi RCR, participants et actif net en valeur marchande, selon la formation de la rente – 2014**

Formation de la rente de retraite	Actif net en valeur marchande							
	Régimes Nombre	Participants			Tous les participants Nombre	Participants		
		Participants au Québec Nombre	hors du Québec Nombre	Participants au Québec M\$		hors du Québec M\$	Tous les participants M\$	
<b>Régimes à cotisation déterminée<sup>1</sup></b>	<b>326</b>	155 064	17 701	<b>172 765</b>	10 318	1 345	<b>11 663</b>	
<b>Régimes à prestations déterminées</b>								
Régimes à rente forfaitaire	<b>43</b>	14 133	220	<b>14 353</b>	4 087	61	<b>4 148</b>	
Régimes pourcentage-salaire								
Salaires de carrière	<b>132</b>	37 824	1 489	<b>39 313</b>	8 945	343	<b>9 288</b>	
Fin de carrière	<b>22</b>	63 192	146	<b>63 338</b>	3 754	25	<b>3 780</b>	
Salaire meilleures années	<b>308</b>	180 545	8 777	<b>189 322</b>	75 720	4 417	<b>80 137</b>	
<b>Total partiel</b>	<b>505</b>	295 694	10 632	<b>306 326</b>	92 507	4 845	<b>97 352</b>	
<b>Régimes à cotisation et prestations déterminées</b>	<b>57</b>	205 254	1 331	<b>206 585</b>	29 919	171	<b>30 090</b>	
<b>Régimes mixtes et autres</b>	<b>34</b>	20 985	2 919	<b>23 904</b>	3 537	898	<b>4 434</b>	
<b>Total</b>	<b>922</b>	676 997	32 583	<b>709 580</b>	136 281	7 259	<b>143 539</b>	

1. Comprend les régimes à participation aux bénéfices.

### Section 3 Les régimes de retraite du secteur public administrés par Retraite Québec

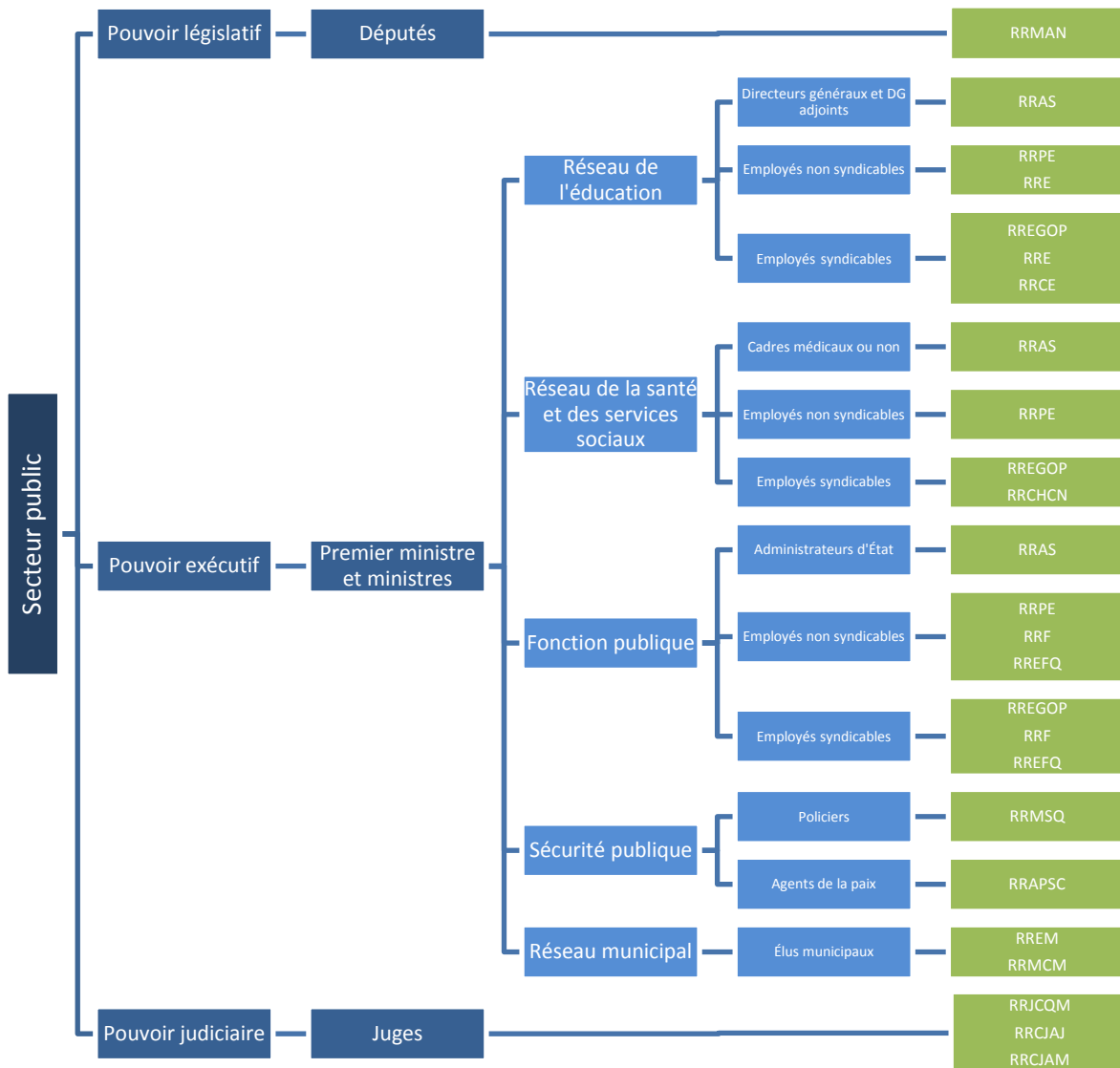
---

Parmi les 2 431 régimes comptant un participant québécois, certains sont assujettis à des lois particulières du Québec. L'administration de ces régimes, qui concernent le personnel des secteurs public et parapublic, est confiée à Retraite Québec par une loi, par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement.

Les douze régimes ou regroupements de régimes visés par cette section sont les suivants :

- Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Instauré en 1973, ce régime s'adresse aux employés réguliers et occasionnels, à temps plein ou à temps partiel, de la fonction publique du Québec de même que des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) (y compris le Régime de retraite de l'administration supérieure [RRAS]). Instauré en 1997, le RRPE s'adresse principalement aux cadres de la fonction publique du Québec de même que des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Créé en 1992, le RRAS vise certaines catégories d'employés du personnel d'encadrement de la fonction publique ainsi que des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.
- Régime de retraite des enseignants (RRE). Sa création remonte à 1880. Le RRE, dans sa version actuelle, est en vigueur depuis 1965. Il n'accueille aucun nouveau participant depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1973, date de l'entrée en vigueur du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).
- Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Sa création remonte à 1876. Le RRF, dans sa version actuelle, est en vigueur depuis 1965. Il n'accueille aucun nouveau participant depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1973, date de l'entrée en vigueur du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).
- Régime de retraite de certains enseignants (RRCE). Instauré en 1986, il a été créé à l'intention des enseignants qui n'ont pas eu la possibilité de participer à un régime de retraite pendant une partie de leur carrière.
- Régime de retraite des élus municipaux (RREM) (à l'exclusion du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités [RRMCM], antérieur à 1989). Créé en 1989, le RREM vise les membres de certains conseils municipaux, de certains organismes supramunicipaux et de certains organismes mandataires d'une municipalité. Le RREM a remplacé le Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM), qui était en vigueur depuis 1975.
- Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ). Il a été instauré en 1971. Auparavant, les membres participaient au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF).
- Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC). Il a été instauré en 1988. Auparavant, les membres participaient au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), selon la date de début de leur emploi.
- Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN). Il a été instauré en 1992.
- Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (RRJCQM), Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 (RRCJAJ) et Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 (RRCJAM). Le RRJCQM s'applique aux juges nommés après le 31 décembre 1999 et aux juges nommés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 qui ont opté pour ce régime.
- Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (RRCHCN). Instauré en 1978, il s'adresse à certains employés du Centre hospitalier Côte-des-Neiges. Il a été créé à la suite du transfert de l'administration de l'Hôpital des anciens combattants Reine-Marie de Montréal du gouvernement fédéral au gouvernement du Québec.
- Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ). Instauré en 1992, il s'adresse à certains ex-employés du gouvernement fédéral qui ont été intégrés à la fonction publique du Québec et pour lesquels une entente prévoyait la création d'un régime de retraite particulier.

Le diagramme suivant résume le découpage des participants des différents secteurs selon les régimes applicables :



Ces régimes regroupent un total de 581 721 participants actifs, évidemment tous au Québec.

Cette section présente trois tableaux. Le premier dresse un portrait de la clientèle au 31 décembre selon le régime. Le deuxième chiffre les cotisations et l'actif net de ces régimes détenu par la Caisse de dépôt et placement du Québec. Enfin, le troisième s'intéresse aux rentes moyennes des bénéficiaires et aux prestations versées.

**Tableau 26 Régimes du secteur public, participants actifs, non actifs et bénéficiaires, selon le régime – 2014**

Régime	Participants actifs <sup>1</sup>			Bénéficiaires			Tous les participants et bénéficiaires
	Hommes	Femmes	Total	Participants non actifs <sup>1</sup>	Retraités	Conjoints survivants et orphelins	
RREGOP	135 534	405 267	<b>540 801</b>	509 984	232 854	15 886	<b>1 299 525</b>
RRPE	11 404	17 332	<b>28 736</b>	4 714	26 671	2 187	<b>62 308</b>
RRE	12	20	<b>32</b>	1 669	33 371	5 023	<b>40 095</b>
RRF	8	7	<b>15</b>	72	13 261	5 935	<b>19 283</b>
RRCE	10	10	<b>20</b>	8	4 490	687	<b>5 205</b>
RREM	1 296	571	<b>1 867</b>	1 904	2 326	337	<b>6 434</b>
RRMSQ	4 499	1 266	<b>5 765</b>	223	4 370	737	<b>11 095</b>
RRAPSC	2 251	1 660	<b>3 911</b>	2 286	1 607	214	<b>8 018</b>
RRMAN	88	34	<b>122</b>	75	355	65	<b>617</b>
Régimes des juges	165	122	<b>287</b>	6	220	136	<b>649</b>
RRCHCN	0	1	<b>1</b>	3	99	23	<b>126</b>
RREFQ	84	80	<b>164</b>	11	161	9	<b>345</b>
<b>Total</b>	<b>155 351</b>	<b>426 370</b>	<b>581 721</b>	<b>520 955</b>	<b>319 785</b>	<b>31 239</b>	<b>1 453 700</b>

1. Ces chiffres sont des estimations plus récentes que celles du *Rapport annuel de gestion 2014 de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances*.

Les participants actifs sont des personnes dont le lien d'emploi avec l'employeur est maintenu le 31 décembre d'une année et dont le pourcentage de temps travaillé est supérieur à 10 %. Les participants non actifs sont ceux n'ayant plus de lien d'emploi avec l'employeur le 31 décembre d'une année ou ceux ayant un lien d'emploi et dont le pourcentage de temps travaillé est inférieur ou égal à 10 %. Ils n'ont pas pris leur retraite et ont droit à un remboursement ou à des prestations qui ne leur ont pas encore été versées.

C'est le RREGOP qui regroupe la grande majorité de la clientèle des régimes de retraite du secteur public, avec 93,0 % des participants actifs, 97,9 % des participants non actifs et 70,9 % des bénéficiaires.

**Tableau 27 Régimes du secteur public, cotisations versées et actif net en valeur marchande, selon le régime – 2014**

Régime	Cotisations de l'employeur			Total k\$	Actif net à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre, en valeur marchande k\$
	Cotisations régulières de l'employé <sup>1</sup> k\$	Cotisations régulières des employeurs autonomes k\$	Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration k\$		
RREGOP	1 643 321	177 500	2 333 468	2 510 968	55 909 412
RRPE	410 832	77 202	616 561	693 763	9 789 189
RRE	149	32	1 098 828 <sup>2</sup>	1 098 860	0 <sup>2</sup>
RRF	14	2	413 990 <sup>2</sup>	413 992	0 <sup>2</sup>
RRCE	259	51	141 890 <sup>2</sup>	141 941	0 <sup>2</sup>
RREM	2 770	9 409	–	9 409 <sup>3</sup>	212 708
RRMSQ	31 215	140	269 809	269 949	784 113
RRAPSC	12 770	372	20 430	20 802	544 196
RRMAN	1 222	0	10 522 <sup>2</sup>	10 522	0 <sup>2</sup>
Régimes des juges	4 023	57	20 641 <sup>2</sup>	20 698	0 <sup>2</sup>
RRCHCN	3	2	–	2 <sup>3</sup>	77 751
RREFQ <sup>4</sup>	22	0	42	42	225 900
<b>Total</b>	<b>2 106 598</b>	<b>264 767</b>	<b>4 926 181</b>	<b>5 190 948</b>	<b>67 543 269</b>

1. Les cotisations régulières de l'employé correspondent aux cotisations obligatoires pour le service courant.

2. Aucun fond n'est constitué à la Caisse de dépôt et placement du Québec pour ces régimes. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

3. RREM, RRCHCN : Il s'agit de régimes ayant une caisse de l'employeur. Les cotisations patronales sont versées en totalité à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

4. Le RREFQ est reconnu comme surcapitalisé. Aucune cotisation patronale n'y est versée, sauf éventuellement pour un participant se retrouvant chez un employeur autonome, c'est-à-dire un participant qui est tenu de verser lui-même ses cotisations, celles-ci n'étant pas assumées par le gouvernement du Québec.

**Tableau 28 Régimes du secteur public, rente annuelle moyenne et prestations totales versées, selon le régime – 2014**

Régime	Rente annuelle moyenne versée		
	Retraités \$	Conjoints survivants et orphelins \$	Prestations totales versées <sup>1</sup> k\$
RREGOP	19 166	5 742	4 740 507 <sup>2</sup>
RRPE	42 080	13 149	1 152 278 <sup>3</sup>
RRE	30 063	15 618	1 094 395
RRF	25 142	11 972	411 723
RRCE	29 000	14 555	141 252
RREM	6 142	4 200	18 028 <sup>4</sup>
RRMSQ	46 371	18 535	216 984
RRAPSC	26 617	8 999	45 761
RRMAN	36 434	35 167	15 908 <sup>5</sup>
Régimes des juges	132 231	45 171	34 936 <sup>6</sup>
RRCHCN	19 913	9 310	2 282
RREFQ	33 445	– <sup>7</sup>	5 552
<b>Total</b>			<b>7 879 606</b>

1. Les prestations totales englobent les rentes de retraite, de conjoint survivant et d'orphelin, les remboursements de cotisations ainsi que les prestations versées à la suite d'ententes de transfert et de partage du patrimoine familial.
2. Pour le RREGOP, les prestations totales excluent les fonds transférés au RRPE.
3. Aux fins du calcul des prestations totales, le RRAS et le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure sont inclus dans le RRPE.
4. Ces données comprennent les prestations versées en vertu du Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002.
5. Ces données comprennent les prestations versées en vertu du Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale et la pension spéciale.
6. Ces données incluent les prestations versées aux juges, aux coroners et aux commissaires de la Commission des valeurs mobilières du Québec et celles en vertu du Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec.
7. Cette donnée n'est pas fournie en raison du faible nombre de personnes concernées.

## Section 4 L'évolution des régimes complémentaires de retraite

---

La section suivante présente l'évolution des régimes complémentaires de retraite depuis 1981. Il est à noter que, pour l'année 1990, les seules données réelles sont celles des régimes soumis à la Loi RCR. Pour les régimes des autres provinces, les données ont été estimées.

Diverses situations et modifications légales ont influencé l'évolution du nombre de régimes et de participants au fil des ans.

- La crise économique de 1982-1983 a occasionné une baisse du nombre de participants.
- De nouvelles dispositions des régimes du secteur public québécois, entrées en vigueur en 1987, ont permis l'adhésion des employés occasionnels, ce qui a contribué à l'augmentation du nombre de participants.
- Des modifications à la définition de régime actif, à partir de 1987, ont contribué à la diminution du nombre de régimes. Jusqu'en 1986, un régime en voie de terminaison dont la caisse n'était pas liquidée était toujours considéré comme actif. Après 1986, de tels régimes étaient classés non actifs.
- En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.
- Depuis 2000, il n'est plus obligatoire d'enregistrer les régimes de personnes rattachées, ce qui a entraîné une diminution du nombre de régimes. Ce changement n'a toutefois eu que peu d'incidence sur le nombre de participants puisqu'il s'agit de régimes qui en comptent peu.

Les régimes à prestations déterminées, auxquels participent la majorité des travailleurs, sont créés par des entreprises plus grandes que celles qui se dotent de régimes à cotisation déterminée. Le nombre de ces régimes est donc moins touché par des fluctuations économiques, alors que les régimes de petite taille sont plus sensibles à ces changements ou à des modifications aux diverses lois concernant les régimes de retraite.

**Tableau 29 Régimes et participants au Québec et hors du Québec, de 1981 à 2014**

Année	Régimes	Participants au Québec			Participants hors du Québec	Tous les participants
		Participants	Participantés	Participants et participantés		
1981	<b>5 258</b>	773 985	390 099	1 164 084	1 412 941	<b>2 577 025</b>
1982	<b>5 344</b>	733 510	390 999	1 124 509	1 417 172	<b>2 541 681</b>
1983	<b>5 812</b>	708 588	390 625	1 099 213	1 400 358	<b>2 499 571</b>
1984	<b>6 879</b>	717 844	399 530	1 117 374	1 407 156	<b>2 524 530</b>
1985	<b>6 964</b>	720 752	409 153	1 129 905	1 393 195	<b>2 523 100</b>
1986	<b>7 014</b>	724 532	417 032	1 141 564	1 403 152	<b>2 544 716</b>
1987	<b>6 913</b>	753 326	466 376	1 219 702	1 414 067	<b>2 633 769</b>
1988	<b>6 525</b>	781 376	524 381	1 305 757	1 411 847	<b>2 717 604</b>
1989	<b>6 160</b>	794 310	567 743	1 362 053	1 436 423	<b>2 798 476</b>
1990 <sup>(e)</sup>	<b>5 443</b>	803 316	587 980	1 391 296	1 447 729	<b>2 839 025</b>
1991	<b>4 941</b>	802 588	594 437	1 397 025	1 422 007	<b>2 819 032</b>
1992	<b>4 406</b>	778 058	600 114	1 378 172	1 452 716	<b>2 830 888</b>
1993 <sup>1</sup>	<b>4 478</b>	739 644	568 984	1 308 628	1 419 006	<b>2 727 634</b>
1994	<b>4 378</b>	718 857	562 033	1 280 890	1 405 206	<b>2 686 096</b>
1995	<b>4 227</b>	703 377	563 733	1 267 110	1 418 777	<b>2 685 887</b>
1996	<b>4 186</b>	693 537	558 082	1 251 619	1 436 581	<b>2 688 200</b>
1997	<b>4 126</b>	673 160	540 767	1 213 927	1 405 606	<b>2 619 533</b>
1998	<b>4 067</b>	673 944	549 216	1 223 160	1 430 488	<b>2 653 648</b>
1999	<b>4 048</b>	684 855	564 541	1 249 396	1 477 349	<b>2 726 745</b>
2000	<b>4 011</b>	702 842	594 154	1 296 996	1 560 097	<b>2 857 093</b>
2001	<b>3 584</b>	709 741	615 388	1 325 129	1 564 559	<b>2 889 688</b>
2002	<b>3 539</b>	708 956	632 066	1 341 022	1 560 317	<b>2 901 339</b>
2003	<b>3 481</b>	718 624	677 909	1 396 533	1 549 681	<b>2 946 214</b>
2004	<b>3 399</b>	724 298	695 311	1 419 609	1 584 266	<b>3 003 875</b>
2005	<b>3 204</b>	725 086	702 376	1 427 462	1 597 107	<b>3 024 569</b>
2006	<b>3 121</b>	729 472	719 321	1 448 793	1 638 646	<b>3 087 439</b>
2007	<b>3 048</b>	746 684	734 010	1 480 694	1 716 600	<b>3 197 294</b>
2008	<b>2 939</b>	748 870	747 041	1 495 911	1 719 494	<b>3 215 405</b>
2009	<b>2 853</b>	745 227	761 132	1 506 359	1 629 189	<b>3 135 548</b>
2010	<b>2 753</b>	755 546	771 252	1 526 798	1 644 000	<b>3 170 798</b>
2011	<b>2 658</b>	764 682	778 408	1 543 090	1 656 166	<b>3 199 256</b>
2012	<b>2 591</b>	767 131	794 311	1 561 442	1 680 969	<b>3 242 411</b>
2013	<b>2 510</b>	765 747	794 782	1 560 529	1 639 200	<b>3 199 729</b>
2014	<b>2 431</b>	759 856	798 125	1 557 981	1 556 007	<b>3 113 988</b>

(e) Données estimées

1. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics administrés par Retraite Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

En 1981, plus de 1,1 million de Québécois participaient à l'un des 5 258 régimes complémentaires de retraite. De 1983 à 1991, le nombre de participants québécois a presque toujours augmenté. De 1992 à 1997, ce nombre a constamment baissé, pour ensuite reprendre une tendance à la hausse. Le nombre de régimes demeure néanmoins toujours en baisse depuis 1993.

**Tableau 30 Régimes et participants au Québec, selon l'autorité compétente, de 1981 à 2014**

Année	Autorité compétente								Total	
	Québec		Autres autorités <sup>1</sup>		Fédéral		Lois particulières <sup>2</sup>			
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
1981	3 194	489 695	1 848	142 121	205	106 442	11	425 826	<b>5 258</b>	<b>1 164 084</b>
1982	3 280	457 855	1 837	142 762	216	101 263	11	422 629	<b>5 344</b>	<b>1 124 509</b>
1983	3 783	445 298	1 795	131 609	222	99 537	12	422 769	<b>5 812</b>	<b>1 099 213</b>
1984	4 776	453 482	1 849	138 480	243	97 077	11	428 335	<b>6 879</b>	<b>1 117 374</b>
1985	4 854	455 926	1 858	142 284	241	95 968	11	435 727	<b>6 964</b>	<b>1 129 905</b>
1986	4 863	466 352	1 904	143 194	236	95 281	11	436 737	<b>7 014</b>	<b>1 141 564</b>
1987	4 748	490 076	1 922	145 916	231	97 562	12	486 148	<b>6 913</b>	<b>1 219 702</b>
1988	4 409	500 160	1 871	145 949	232	102 139	13	557 509	<b>6 525</b>	<b>1 305 757</b>
1989	4 005	507 382	1 903	146 909	239	96 761	13	611 001	<b>6 160</b>	<b>1 362 053</b>
1990 <sup>(e)</sup>	3 300	518 577	1 876	146 935	254	96 389	13	629 395	<b>5 443</b>	<b>1 391 296</b>
1991	2 810	524 121	1 864	148 070	254	96 042	13	628 792	<b>4 941</b>	<b>1 397 025</b>
1992	2 480	510 822	1 651	138 404	261	96 245	14	632 701	<b>4 406</b>	<b>1 378 172</b>
1993 <sup>3</sup>	2 552	504 207	1 647	136 544	264	93 392	15	574 485	<b>4 478</b>	<b>1 308 628</b>
1994	2 426	491 679	1 681	129 332	256	92 224	15	567 655	<b>4 378</b>	<b>1 280 890</b>
1995	2 323	490 014	1 635	128 392	254	91 791	15	556 913	<b>4 227</b>	<b>1 267 110</b>
1996	2 245	489 706	1 674	130 494	252	88 390	15	543 029	<b>4 186</b>	<b>1 251 619</b>
1997	2 192	484 421	1 651	120 416	267	92 452	16	516 638	<b>4 126</b>	<b>1 213 927</b>
1998	2 144	485 046	1 640	119 644	267	89 793	16	528 677	<b>4 067</b>	<b>1 223 160</b>
1999	2 082	495 397	1 684	123 905	266	89 235	16	540 859	<b>4 048</b>	<b>1 249 396</b>
2000	2 024	505 077	1 689	132 123	282	100 839	16	558 957	<b>4 011</b>	<b>1 296 996</b>
2001	1 741	515 708	1 565	138 669	262	98 520	16	572 232	<b>3 584</b>	<b>1 325 129</b>
2002	1 699	524 269	1 558	137 705	266	97 996	16	581 052	<b>3 539</b>	<b>1 341 022</b>
2003	1 649	569 927	1 562	140 124	254	98 289	16	588 193	<b>3 481</b>	<b>1 396 533</b>
2004	1 583	597 607	1 553	139 846	247	98 061	16	584 095	<b>3 399</b>	<b>1 419 609</b>
2005	1 452	609 509	1 473	131 476	263	99 281	16	587 196	<b>3 204</b>	<b>1 427 462</b>
2006	1 371	617 274	1 470	133 854	264	101 172	16	596 493	<b>3 121</b>	<b>1 448 793</b>
2007	1 294	630 114	1 472	134 243	266	103 887	16	612 450	<b>3 048</b>	<b>1 480 694</b>
2008	1 219	639 052	1 439	133 048	265	104 880	16	618 931	<b>2 939</b>	<b>1 495 911</b>
2009	1 155	642 299	1 412	120 264	270	105 582	16	638 214	<b>2 853</b>	<b>1 506 359</b>
2010	1 097	655 172	1 364	118 931	276	107 433	16	645 262	<b>2 753</b>	<b>1 526 798</b>
2011	1 032	664 197	1 336	120 245	274	104 855	16	653 793	<b>2 658</b>	<b>1 543 090</b>
2012	977	673 142	1 328	120 670	270	105 330	16	662 300	<b>2 591</b>	<b>1 561 442</b>
2013	962	683 962	1 261	109 866	271	103 760	16	662 941	<b>2 510</b>	<b>1 560 529</b>
2014	923	677 029	1 211	111 164	281	105 468	16	664 320	<b>2 431</b>	<b>1 557 981</b>

(e) Données estimées

1. Il s'agit des autres provinces qui appliquent une loi équivalente à celle du Québec.

2. Les régimes non assujettis à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite comprennent les régimes des fonctionnaires du gouvernement du Québec et des employés des organismes publics (Régime de retraite des fonctionnaires et RREGOP), des enseignants (deux régimes), des membres de la Sûreté du Québec, des députés, des juges, des maires et des conseillers, des agents de la paix en services correctionnels, du personnel de l'Hôpital Côte-des-Neiges, des employés fédéraux intégrés dans un poste au gouvernement du Québec ainsi que des membres de la Chambre des communes et du Sénat, des Forces armées canadiennes, de la Gendarmerie royale du Canada et de la fonction publique fédérale.

3. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

Le nombre de régimes assujettis à la Loi RCR diminue constamment depuis 1986, passant de 4 863 régimes à 923 régimes en 2014. Pour la même période, le nombre de régimes qui sont sous la surveillance d'autres autorités a aussi diminué, mais pas de façon constante.

**Tableau 31 Régimes et participants au Québec, selon le type d'employeur, de 1981 à 2014**

Année	Type d'employeur							
	Organismes privés				Organismes publics			
	Régimes	Participants	Participant <sup>es</sup>	Participants et participant <sup>es</sup>	Régimes	Participants	Participant <sup>es</sup>	Participants et participant <sup>es</sup>
1981	<b>4 963</b>	476 606	149 199	<b>625 805</b>	<b>295</b>	297 379	240 900	<b>538 279</b>
1982	<b>5 033</b>	438 345	148 845	<b>587 190</b>	<b>311</b>	295 165	242 154	<b>537 319</b>
1983	<b>5 494</b>	419 754	147 008	<b>566 762</b>	<b>318</b>	288 834	243 617	<b>532 451</b>
1984	<b>6 529</b>	429 755	151 469	<b>581 224</b>	<b>350</b>	288 089	248 061	<b>536 150</b>
1985	<b>6 618</b>	432 152	154 616	<b>586 768</b>	<b>346</b>	288 600	254 537	<b>543 137</b>
1986	<b>6 648</b>	437 798	158 666	<b>596 464</b>	<b>366</b>	286 734	258 366	<b>545 100</b>
1987	<b>6 546</b>	457 715	166 916	<b>624 631</b>	<b>367</b>	295 611	299 460	<b>595 071</b>
1988	<b>6 153</b>	478 789	174 849	<b>653 638</b>	<b>372</b>	302 587	349 532	<b>652 119</b>
1989	<b>5 782</b>	475 756	179 850	<b>655 606</b>	<b>378</b>	318 554	387 893	<b>706 447</b>
1990 <sup>(e)</sup>	<b>5 066</b>	471 862	190 325	<b>662 187</b>	<b>377</b>	331 454	397 655	<b>729 109</b>
1991	<b>4 554</b>	458 310	180 328	<b>638 638</b>	<b>387</b>	344 278	414 109	<b>758 387</b>
1992	<b>4 026</b>	431 544	178 171	<b>609 715</b>	<b>380</b>	346 514	421 943	<b>768 457</b>
1993 <sup>1</sup>	<b>4 058</b>	417 459	178 149	<b>595 608</b>	<b>420</b>	322 185	390 835	<b>713 020</b>
1994	<b>3 952</b>	402 628	172 905	<b>575 533</b>	<b>426</b>	316 229	389 128	<b>705 357</b>
1995	<b>3 803</b>	403 921	177 493	<b>581 414</b>	<b>424</b>	299 456	386 240	<b>685 696</b>
1996	<b>3 756</b>	402 996	179 030	<b>582 026</b>	<b>430</b>	290 541	379 052	<b>669 593</b>
1997	<b>3 695</b>	398 243	176 135	<b>574 378</b>	<b>431</b>	274 917	364 632	<b>639 549</b>
1998	<b>3 640</b>	399 649	174 069	<b>573 718</b>	<b>427</b>	274 295	375 147	<b>649 442</b>
1999	<b>3 624</b>	410 924	177 125	<b>588 049</b>	<b>424</b>	273 931	387 416	<b>661 347</b>
2000	<b>3 584</b>	418 447	186 035	<b>604 482</b>	<b>427</b>	284 395	408 119	<b>692 514</b>
2001	<b>3 165</b>	423 041	193 743	<b>616 784</b>	<b>419</b>	286 700	421 645	<b>708 345</b>
2002	<b>3 125</b>	423 971	197 259	<b>621 230</b>	<b>414</b>	284 985	434 807	<b>719 792</b>
2003	<b>3 076</b>	432 257	233 538	<b>665 795</b>	<b>405</b>	286 367	444 371	<b>730 738</b>
2004	<b>2 993</b>	442 635	244 731	<b>687 366</b>	<b>406</b>	281 663	450 580	<b>732 243</b>
2005	<b>2 827</b>	443 860	245 768	<b>689 628</b>	<b>377</b>	281 226	456 608	<b>737 834</b>
2006	<b>2 773</b>	447 443	252 613	<b>700 056</b>	<b>348</b>	282 029	466 708	<b>748 737</b>
2007	<b>2 714</b>	458 437	254 597	<b>713 034</b>	<b>334</b>	288 247	479 413	<b>767 660</b>
2008	<b>2 617</b>	460 942	259 822	<b>720 764</b>	<b>322</b>	287 928	487 219	<b>775 147</b>
2009	<b>2 529</b>	449 324	203 335	<b>652 659</b>	<b>324</b>	295 903	557 797	<b>853 700</b>
2010	<b>2 442</b>	449 909	202 028	<b>651 937</b>	<b>311</b>	305 637	569 224	<b>874 861</b>
2011	<b>2 350</b>	459 111	202 946	<b>662 057</b>	<b>308</b>	305 571	575 462	<b>881 033</b>
2012	<b>2 293</b>	461 242	209 320	<b>670 562</b>	<b>298</b>	305 889	584 991	<b>890 880</b>
2013	<b>2 214</b>	461 165	206 840	<b>668 005</b>	<b>296</b>	304 582	587 942	<b>892 524</b>
2014	<b>2 139</b>	456 978	207 626	<b>664 604</b>	<b>292</b>	302 878	590 499	<b>893 377</b>

(e) Données estimées

1. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

En 1981, les participants à des régimes d'organismes privés représentaient 53,8 % de l'ensemble des participants. Cette proportion a diminué progressivement pour atteindre 50 % en 1988. Depuis, la part du secteur privé a toujours été inférieure à celle du secteur public. Elle se situait à 42,7 % en 2014. Depuis 1987, les régimes du secteur public comptent plus de participant<sup>es</sup> que de participants, alors que plus de deux fois plus d'hommes que de femmes participent aux régimes d'organismes privés.

Le Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec, qui compte plus de 55 000 participants, est désormais considéré comme un régime d'organisme public. Cela explique l'augmentation marquée du nombre de participants du secteur public en 2009 et la baisse du nombre de participants pour le secteur privé.

**Tableau 32 Taux de participation des travailleurs rémunérés à un régime complémentaire de retraite, selon le sexe, de 1981 à 2014**

Année	Taux de participation		
	Participants %	Participant <sup>es</sup> %	Participants et participant <sup>es</sup> %
1981	49,6	38,7	45,3
1982	50,5	40,8	46,6
1983	48,4	39,4	44,8
1984	47,7	38,8	44,1
1985	46,9	37,7	43,1
1986	46,3	36,7	42,3
1987	47,3	39,4	43,9
1988	47,5	43,1	45,6
1989	47,8	45,6	46,8
1990 <sup>(e)</sup>	48,8	45,9	47,5
1991	51,3	46,5	49,1
1992	50,1	47,4	48,9
1993	49,4	45,5	47,6
1994	46,8	44,2	45,6
1995	46,0	44,1	45,1
1996	45,6	44,2	45,0
1997	43,5	41,5	42,6
1998	42,3	40,8	41,6
1999	41,9	40,5	41,2
2000	41,6	41,8	41,7
2001	41,8	41,4	41,6
2002	40,4	40,7	40,5
2003	41,0	42,5	41,7
2004	40,8	43,1	41,9
2005	40,0	43,0	41,5
2006	40,3	43,4	41,8
2007	41,0	42,8	41,9
2008	41,0	42,9	41,9
2009	41,2	44,3	42,7
2010	40,1	44,0	42,0
2011	41,6	44,9	43,2
2012	40,2	44,9	42,5
2013	39,3	44,7	41,9
2014	39,3	44,6	41,8

(e) Données estimées

**Tableau 33 Régimes et participants au Québec, selon la formation de la rente de retraite, de 1981 à 2014**

Année	Régimes avec au moins un participant québécois					
	Régimes à cotisation déterminée		Régimes à prestations déterminées <sup>1</sup>		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
1981	1 395	41 372	3 863	1 122 712	5 258	1 164 084
1982	1 551	41 315	3 793	1 083 194	5 344	1 124 509
1983	2 196	46 564	3 616	1 052 649	5 812	1 099 213
1984	3 243	55 722	3 636	1 061 652	6 879	1 117 374
1985	3 500	59 821	3 464	1 070 084	6 964	1 129 905
1986	3 561	64 996	3 453	1 076 568	7 014	1 141 564
1987	3 485	66 073	3 428	1 153 629	6 913	1 219 702
1988	3 173	67 432	3 352	1 238 325	6 525	1 305 757
1989	2 911	71 908	3 249	1 290 145	6 160	1 362 053
1990 <sup>(e)</sup>	2 382	68 336	3 061	1 322 960	5 443	1 391 296
1991	2 047	70 886	2 894	1 326 139	4 941	1 397 025
1992	1 819	69 172	2 587	1 309 000	4 406	1 378 172
1993 <sup>2</sup>	1 884	77 571	2 594	1 231 057	4 478	1 308 628
1994	1 851	77 945	2 527	1 202 945	4 378	1 280 890
1995	1 779	81 717	2 448	1 185 393	4 227	1 267 110
1996	1 754	86 791	2 432	1 164 828	4 186	1 251 619
1997	1 700	96 912	2 426	1 117 015	4 126	1 213 927
1998	1 700	102 481	2 362	1 120 410	4 062	1 222 891
1999	1 692	120 813	2 356	1 128 583	4 048	1 249 396
2000	1 686	122 371	2 325	1 174 625	4 011	1 296 996
2001	1 573	128 633	2 011	1 196 496	3 584	1 325 129
2002	1 579	132 796	1 960	1 208 226	3 539	1 341 022
2003	1 612	141 555	1 869	1 254 978	3 481	1 396 533
2004	1 561	139 932	1 838	1 279 677	3 399	1 419 609
2005	1 427	142 460	1 777	1 285 002	3 204	1 427 462
2006	1 402	152 259	1 719	1 296 534	3 121	1 448 793
2007	1 371	166 502	1 677	1 314 192	3 048	1 480 694
2008	1 288	172 746	1 651	1 323 165	2 939	1 495 911
2009	1 235	168 930	1 618	1 337 429	2 853	1 506 359
2010	1 195	172 900	1 558	1 353 898	2 753	1 526 798
2011	1 152	182 108	1 506	1 360 982	2 658	1 543 090
2012	1 132	185 397	1 459	1 376 045	2 591	1 561 442
2013	1 104	194 628	1 406	1 365 901	2 510	1 560 529
2014	1 072	197 367	1 359	1 360 614	2 431	1 557 981

(e) Données estimées

1. Ces régimes comprennent les régimes à cotisation et à prestations déterminées, les régimes mixtes et autres.

2. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

**Tableau 33 (suite) Régimes et participants au Québec, selon la formation de la rente de retraite, de 1981 à 2014**

Année	Régimes soumis à la Loi RCR					
	Régimes à cotisation déterminée		Régimes à prestations déterminées <sup>1</sup>		Total	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
1981	1 031	32 013	2 163	457 682	3 194	489 695
1982	1 186	32 059	2 094	425 796	3 280	457 855
1983	1 817	37 260	1 966	408 038	3 783	445 298
1984	2 808	46 314	1 968	407 168	4 776	453 482
1985	3 021	49 245	1 833	406 681	4 854	455 926
1986	3 064	54 321	1 799	412 031	4 863	466 352
1987	2 974	55 547	1 774	434 529	4 748	490 076
1988	2 654	56 681	1 755	443 479	4 409	500 160
1989	2 348	61 437	1 657	445 945	4 005	507 382
1990 <sup>(e)</sup>	1 810	54 890	1 490	463 687	3 300	518 577
1991	1 469	56 235	1 341	467 886	2 810	524 121
1992	1 265	55 994	1 215	454 828	2 480	510 822
1993 <sup>2</sup>	1 286	61 215	1 266	442 992	2 552	504 207
1994	1 225	61 833	1 201	429 846	2 426	491 679
1995	1 160	64 737	1 163	425 277	2 323	490 014
1996	1 093	68 840	1 152	420 866	2 245	489 706
1997	1 040	76 300	1 152	408 121	2 192	484 421
1998	1 004	79 250	1 140	405 794	2 144	485 044
1999	963	97 287	1 119	398 110	2 082	495 397
2000	925	98 061	1 099	407 016	2 024	505 077
2001	840	104 537	901	411 171	1 741	515 708
2002	815	107 169	884	417 100	1 699	524 269
2003	787	110 707	862	459 220	1 649	569 927
2004	728	111 686	855	485 921	1 583	597 607
2005	619	113 087	833	496 422	1 452	609 509
2006	565	117 770	806	499 504	1 371	617 274
2007	515	128 353	779	501 761	1 294	630 114
2008	463	132 332	756	506 720	1 219	639 052
2009	412	131 739	743	510 560	1 155	642 299
2010	380	136 077	717	519 095	1 097	655 172
2011	349	144 194	683	520 003	1 032	664 197
2012	336	146 354	641	526 788	977	673 142
2013	343	155 590	619	528 372	962	683 962
2014	326	155 064	597	521 965	923	677 029

(e) Données estimées

1. Ces régimes comprennent les régimes à cotisation et à prestations déterminées, les régimes mixtes et autres.

2. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

La diminution considérable du nombre de régimes à cotisation déterminée depuis 1994 est en partie attribuable aux régimes de retraite simplifiés qui remplacent ces régimes dans plusieurs entreprises.

**Tableau 34 Régimes soumis à la Loi RCR et participants au Québec, selon le nombre total de participants par régime, de 1981 à 2014**

Année	Nombre total de participants par régime							
	De 1 à 9		De 10 à 49		De 50 à 199		200 ou plus	
	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants	Régimes	Participants
1981	1 341	4 929	1 015	21 904	497	45 248	341	417 614
1982	1 487	5 233	963	20 665	494	44 366	336	387 591
1983	1 996	6 602	944	19 834	511	45 098	332	373 764
1984	2 873	8 871	1 039	21 783	515	45 907	349	376 921
1985	2 967	9 125	1 034	22 198	509	46 039	344	378 564
1986	2 921	9 144	1 060	22 613	530	47 250	352	387 345
1987	2 765	8 647	1 104	24 219	517	46 689	362	410 521
1988	2 455	7 769	1 070	23 900	522	47 255	362	421 236
1989	2 124	6 720	979	21 569	538	48 358	364	430 735
1990 <sup>(e)</sup>	1 592	5 149	832	18 938	512	48 348	364	446 142
1991	1 220	3 986	725	16 622	503	47 046	362	456 467
1992	972	3 280	653	15 339	491	45 978	364	446 225
1993 <sup>1</sup>	998	3 298	684	16 353	505	47 118	365	437 438
1994	917	3 072	640	15 148	514	48 401	355	425 058
1995	830	2 748	631	15 112	505	47 835	357	424 319
1996	775	2 506	588	13 738	515	49 050	367	424 412
1997	736	2 385	569	13 513	508	47 955	379	420 568
1998	711	2 259	548	12 868	515	48 463	370	421 456
1999	685	2 107	536	13 127	496	47 364	365	432 799
2000	655	2 008	508	12 320	495	48 119	366	442 630
2001	384	1 480	498	12 135	477	45 959	382	456 134
2002	354	1 384	490	11 851	478	45 902	377	465 132
2003	342	1 328	458	11 095	474	46 277	375	511 227
2004	321	1 128	435	10 460	454	44 657	373	541 362
2005	310	1 122	371	8 913	406	40 061	365	559 413
2006	285	1 014	353	8 368	387	39 677	346	568 215
2007	273	991	317	7 545	357	36 109	347	585 469
2008	251	894	293	7 090	345	35 984	330	595 084
2009	231	799	259	6 049	334	33 849	331	601 602
2010	202	661	247	5 915	327	33 671	321	614 925
2011	175	595	231	5 527	308	31 643	318	626 432
2012	164	554	208	4 942	298	30 273	307	637 373
2013	155	527	197	4 804	289	28 751	321	649 880
2014	145	507	191	4 721	270	28 067	317	643 734

(e) Données estimées

1. En 1993, la façon de calculer le nombre de participants à des régimes publics assujettis à une loi particulière du Québec a été révisée. Dorénavant, les participants actifs sont comptés uniquement à la fin de l'année plutôt qu'à un moment quelconque de l'année en cours.

Le nombre de régimes comptant moins de dix participants a augmenté très rapidement à partir de 1979, en particulier à cause de la disposition fiscale qui permettait aux principaux actionnaires de participer à un régime de retraite. Cette disposition a fait presque doubler le nombre de ces régimes de 1982 à 1985. Après 1985, l'abolition de cette mesure fiscale a occasionné une baisse du nombre de régimes. Depuis l'année 2000, la Loi sur les régimes complémentaires de retraite permet d'exclure de l'application de la plupart de ses dispositions les régimes de retraite qui regroupent exclusivement des personnes rattachées à l'employeur, ce qui explique la diminution marquée du nombre de petits régimes.

